

Ce que l'on ne vous dit pas sur les OGM

Bulletin d'information n° 23 Mai - Juin 2009

Sommaire :

- Renversement de l'ordre de droit .. p 2
- La révolte du peuple de l'herbe.. p 7
- Semences: « On a besoin de tous! » .. p 8-9
- Autonomie en protéines
- Le piège des pesticides n'est pas irréversible .. p 11
- Les secrets de l'eau vont révolutionner ... p 12-13
- Minority Report .. p 14

L'industrie agroalimentaire tente une ultime offensive pour éradiquer tous les obstacles à sa mainmise définitive sur toute l'alimentation. La pression est énorme.. Pourtant, si chacun entreprend de multiplier la biodiversité végétale et animale, ou d'aider concrètement ceux qui le font, cette tentative échouera irrémédiablement.

Par bonheur, cette tâche est à la fois une source de joie, d'émerveillement, de partage, mais répond de plus remarquablement aux besoins du moment pour faire face à la crise économique : les jardins partagés ne se sont jamais si bien portés !

Alors, rendons les semences, les animaux et les humains non modifiés plus désirables que les chimères que certains voudraient y substituer...

Ce bulletin est rédigé et diffusé par des citoyens soucieux de l'avenir des générations futures.

Monsanto fait breveter l'élevage de cochons

Selon un communiqué de Naturland du 27 mars 2009 (association allemande de producteurs bio), **l'Office Européen des brevets (http://www.epo.org%20) aurait octroyé, le 16 juillet 2008, un brevet pour l'élevage de porcs à la multinationale Monsanto (brevet N° EP 165 1777).**

L'association des paysans bio allemands a déjà fait opposition à ce brevet, une démarche dont la date limite de dépôt était le 15 avril 2009. Le brevet en question se base sur l'utilisation de gènes présents dans des races anciennes porcines et concernerait donc également les races utilisées en agriculture biologique.

La raison principale pour faire opposition est d'ordre éthique : le brevet ne se base pas sur une invention mais vise, au contraire, la maîtrise de la production des denrées alimentaires. Naturland craint que le brevet puisse avoir des **conséquences importantes en matière de dépendance des éleveurs et des consommateurs.**

Plus d'informations sur :

<http://www.keinpatent.de/> (en allemand)

<http://www.no-patents-on-seeds.org/>
(en anglais)

Afrique du Sud :

82 000 hectares de récolte OGM condamnée

« Les agriculteurs sud-africains n'en reviennent toujours pas. 82 000 hectares de maïs génétiquement modifiés achetés à Monsanto ne produisent rien. D'aspect extérieur, les plantes paraissent en bonne santé : aucune trace de maladie ou de malformation. Mais les grains ne sortent pas. Ce phénomène concerne trois variétés de maïs, dans trois provinces sud-africaines.

Monsanto a avoué un problème lors du "processus de fertilisation en laboratoire", qui concernerait un tiers des agriculteurs ayant acheté les semences. La firme a aussi annoncé qu'elle indemniserait les paysans pour les pertes subies, sans en avoir encore évalué le coût. Un directeur de Monsanto en charge de l'Afrique, Kobus Lindeque, a déclaré que sa compagnie allait "revoir les méthodes de production de graines pour les trois variétés impliquées, et que des ajustements seraient effectués". Sous vos applaudissements...

Sur 1000 agriculteurs qui ont utilisé les semences modifiées, 280 déclarent avoir subi des dommages, **jusqu'à 80% de la récolte** pour certains. Mais Marian Mayet, directrice du Centre Africain sur la Biosécurité (Johannesburg), conteste les chiffres, elle demande l'ouverture d'une enquête indépendante et un moratoire immédiat sur toutes les cultures OGM. "*Monsanto dit qu'ils ont fait une erreur de laboratoire, mais nous disons que c'est la technologie elle-même qui est un échec. Il est impossible de faire une 'erreur' avec trois variétés différentes de maïs*" a-t-elle déclaré. (..)

Le maïs est, en Afrique du Sud, un des produits les plus consommés. La faiblesse de la récolte de cette année **menace l'équilibre alimentaire de la région.** »

<http://www.lesmotsontunsens.com/ogm-monsanto-mais-afrique-du-sud-recolte-annulee-3955>

Cette nouvelle **démontre une fois de plus l'extrême fragilité à laquelle est exposée la production agricole et la souveraineté alimentaire d'un pays avec les OGM** : intentionnel ou pas, ce « bug » vient illustrer à quel point **les OGM permettent aux multinationales de contrôler la nourriture et donc le monde : une « erreur » de laboratoire peut provoquer une famine.**

Elle démontre également que **le caractère « absolument fiable » des semences OGM, tant vanté par les firmes, confine au bobard.**

Elle inquiète enfin, car on peut se demander ce que cache cette prétendue « erreur »...

« La mise en scène de l'arrestation et de l'inculpation des " autonomes de Tarnac " est un phénomène qui révèle non seulement un bouleversement de l'ordre juridique, mais aussi une mutation plus profonde, celle de l'ordre symbolique de la société. », écrit Jean-Luc Paye, sociologue, dans « De Guantanamo à Tarnac : un renversement de l'ordre de droit » (<http://www.eurozine.com/articles/2009-04-08-paye-fr.html>). « Les procédures mises en place représentent un des aspects les plus significatifs de la tendance imprimée par la " lutte contre le terrorisme ", à savoir qu'un individu est désigné comme terroriste, non pas parce qu'il a commis des actes déterminés, mais simplement parce qu'il est nommé comme tel. Cela est le point d'aboutissement d'une tendance qui se déploie depuis une dizaine d'années. Le processus de subjectivation du droit aboutit ainsi à un renversement du rôle de la loi. Cette dernière n'est plus un cran d'arrêt à l'arbitraire, mais une forme vide consacrant la concentration des pouvoirs aux mains de l'exécutif. En l'absence d'un imaginaire organisateur, d'une conscience politique unifiée, le pouvoir a la possibilité de créer un nouveau réel, une virtualité qui ne supprime pas, mais qui supprime les faits. », poursuit-il. Pour lui, dans cette « affaire de Tarnac », « **Il ne s'agit donc pas de démanteler une avant-garde, mais de montrer que le refus de faire de l'argent, d'éviter les dispositifs de contrôle ou la volonté de refaire du lien social constituent une forme d'infraction, la plus grave qui existe dans notre société, un acte terroriste. Cela concerne tout un chacun et non seulement une minorité.** » Pour cette raison, il est refusé aux inculpés de Tarnac de s'expliquer sur les faits. Avant toute procédure d'évaluation objective ils ont été nommés « terroristes », renversant ainsi l'ordre du droit. Paye remarque que désormais l'intention supposée de faire pression sur un pouvoir public ou une organisation internationale donne à l'infraction son label terroriste : c'est le caractère politique qui est attribué au délit qui lui vaut ce label. Il précise que : « **La décision-cadre européenne relative à l'infraction et à l'organisation terroristes, qui est actuellement intégrée par tous les États membres, est taillée de toutes pièces pour s'attaquer aux mouvements sociaux et à la contestation. C'est non seulement l'élément subjectif de l'infraction, l'intention attribuée à l'acte, qui la détermine comme terroriste, mais l'élément objectif de l'infraction désigne, comme immédiatement terroriste, le fait d'occuper un bâtiment administratif ou un moyen de transport public. Ces lois mettent en place également un délit d'appartenance qui permet de poursuivre une personne qui fait simplement partie de l'organisation incriminée. Elles introduisent ainsi, en opposition avec l'ensemble de la tradition juridique occidentale, une notion de responsabilité collective. Elles créent également un délit d'intention. On peut être poursuivi non pas en rapport avec un acte commis, mais simplement parce qu'on aurait eu l'intention de le commettre. La Grande-Bretagne va encore plus loin. Le Terrorism Act 2006 se pose au-delà de l'intention. Il crée un délit d'atmosphère. On est responsable des conséquences qui sont attribuées à son discours, quelle que soit l'intention qui est à la base de celui-ci. Par exemple, des paroles de soutien à une action de défense armée, n'importe où dans le monde, créent une " atmosphère favorable au terrorisme ". L'auteur du discours est pénalement responsable des actes commis " par un jeune homme sensible " qui poserait une bombe dans le métro et qui déclarerait qu'il a été influencé par ces paroles. Aucun élément matériel entre l'acte commis et les mots prononcés n'est nécessaire pour établir les poursuites. C'est leur caractère subjectif qui spécifie toutes ces législations. Elles donnent au juge le pouvoir de déterminer si un acte ou si une parole relève du terrorisme. La capacité de désigner une personne ou un groupe comme tel est aussi assurée par le pouvoir exécutif. Les listes, existant au niveau de l'Union européenne, sont un bon exemple de cette procédure. On y est inscrit, non pas parce qu'on a commis un acte ou qu'on a prononcé des paroles déterminées, mais simplement parce que l'on est nommé comme tel ou que l'on fait partie d'une organisation qui a été désignée comme terroriste par le Conseil de l'Union européenne. Cette décision échappe au pouvoir judiciaire. Elle est purement politique et relève de l'exécutif. En pratique, les recours sont inexistantes. Le plus souvent, l'inscription résulte de pressions étasuniennes. Ces listes sont un bon exemple de la tendance imprimée par les différentes réformes du droit pénal au niveau international. Elles vont toutes dans le même sens : **déposséder le pouvoir judiciaire de ses prérogatives afin de les confier à l'exécutif.** »**

Cette transformation de l'ordre juridique aux Etats-Unis (voir la loi de 2006, le Military Commission Act qui incarne la fusion du droit de la guerre et du droit pénal) et en Europe occidentale, est en train de révéler sinon « un ordre social symbolique psychotique » comme le suggère Paye, du moins une poussée délirante de l'exécutif et des « élites » face aux changements profonds qui secouent la société occidentale.

Les facteurs de résistance à la psychose élitare

La peur qui s'est emparé des « élites » face aux peuples susceptibles de se révolter contre les flagrantes inégalités et injustices ne va pas se résorber dans un contexte de crise économique aggravée. Cette peur se fonde en effet sur le refus de changer d'identité : face à un monde en pleine mutation, le fait de continuer à croire que l'on est l'image que l'on s'est forgée de ce que l'on est, de notre place et notre rôle dans la société, contraint à régresser dans la pathologie si l'on ne se résout pas à substituer à cette vieille identité une nouvelle. Or, quand on observe la classe politique au pouvoir et l'élite financière, que ce soit aux Etats-Unis ou en Europe, on ne peut être que frappé par le durcissement de ces vieilles identités, qui prend parfois un caractère pathétique. Plus la pression des mouvements sociaux s'exerce, plus les financiers cherchent à amasser et plus le discours des politiques résonne comme totalement creux, déphasé, obsédé. Leur activité fébrile pour se prémunir de tout danger, à travers notamment le renversement de l'ordre de droit, témoigne d'une fuite en avant pour ...ne surtout pas changer. Contrôler, réprimer, incarcérer tout ce qui remet en cause cette identité est leur seule issue.

Ainsi Me Alliot-Marie peut déclarer le plus sérieusement du monde que le fait que les inculpés de Tarnac habitent un endroit reculé sans téléphone portable est un indice de leur appartenance à un groupe terroriste. Une personne non terroriste ne peut pas habiter un endroit reculé sans téléphone portable, car la norme est d'en avoir un. Toute transgression de la « norme » devient une agression. Ce mode de pensée correspond à une identification à tout un système de représentation de la réalité qui se donne pour la réalité elle-même. Tout ce qui pourrait venir apporter un démenti à cette interprétation est immédiatement vécu comme hostile, dangereux et est rejeté. Inutile d'essayer de raisonner ceux qui sont enclin à ce mode de fonctionnement : ils ne peuvent pas entendre. Le problème, c'est que ces gens sont au pouvoir et qu'ils ont les moyens de faire croupir, par exemple, Julien Coupat en prison pour une durée indéterminée. Cette décision efface tous les repères.

Face à cela, nous avons besoin pour nous-mêmes et publiquement de préciser les repères de façon à poser des garde-fou. Et cela exige de nous de **nous identifier à une identité réellement en phase avec la réalité**, de façon à pouvoir distinguer les repères de la réalité de ceux qui nous sont présentés comme tels. Car le magma psychopathe harrera tous ceux qui n'ont pas renoncé à leur attachement à des images obsolètes. N'oublions pas que cela s'est déjà produit : l'excellent film « *Section Spéciale* » de Costa-Gavras (1975) montre cela. La finesse du film (basé sur des faits historiques) repose sur la banalité des arguments avec lesquels les membres du Conseil des ministres du gouvernement de Vichy se laissent convaincre de voter une loi d'exception rétroactive.

Notre capacité à évoluer, à changer d'identité, et à devenir créatifs va être déterminante dans les mois et les années à venir. Les mouvements sociaux sont déjà traversés de crises engendrées par les identités qui refusent de changer : appartenance/allégeance à telle ou telle norme ou chapelle, représentations erronées, attachement à des formes de lutte dépassées, etc... se heurtent au mouvement profond de détachement des vieilles identités.

Notre nouvelle identité doit nous permettre d'être réactifs : chaque fois qu'un repère social important est aboli, il nous faut le rétablir et le renforcer, **le rendre beaucoup plus désirable que son absence**. En ce sens, la libération de Julien Coupat et des autres inculpés pour « terrorisme » présumé, est un préalable. Laisser faire, c'est accepter l'effacement de repères fondamentaux de l'ordre de droit. Cet effacement ouvre la porte à tous les abus. **L'ordre de droit ne peut pas être renversé sans notre acceptation tacite.**

Comment rendre « désirables » les repères de l'ordre de droit ? **Seule une organisation sociale injuste suscite le terrorisme réel., et ses causes font partie de notre quotidien, de là où nous pouvons agir.** En agissant pour transformer cette organisation sociale, nous agissons bien plus contre le terrorisme réel qu'en faisant mine—comme le font les gouvernements qui l'instrumentalisent—de le combattre. En cherchant à obtenir l'accès libre des paysans et jardiniers aux semences, nous nous opposons à la destruction de la souveraineté alimentaire des pays, destruction qui est une source potentielle énorme de conflits et de révoltes qualifiées de « terrorisme ». En initiant des formes de production coopératives et solidaires, en posant les problèmes du foncier et de l'accès aux terres et à l'eau, de même. Etc..

Le renversement de l'ordre de droit se nourrit de la peur de chacun de changer son rapport à l'autre et au monde, une peur instrumentalisée par des pouvoirs qui n'hésitent pas à la renforcer par tous les moyens. Il nous contraint à abandonner nos peurs définitivement pour oser ...vivre.

Synopsis

Dans une république bananière du XXI^e siècle, la révolte contre les abus et la corruption commence à gronder au sein du peuple. Le Président monte à la tribune et fustige les profiteurs de tout poil, jurant qu'il va mettre de l'ordre dans tout ça, à commencer par les infâmes paradis fiscaux. Les profiteurs font mine d'avoir très peur et font des déclarations dans la presse pour montrer qu'ils ne sont pas contents. Mais, et c'est tout l'art de la comédie, nos larrons se sont entendus bien avant avec le Président pour trouver comment continuer à rouler le peuple dans la farine: tandis qu'il laissent fermer la petite porte permettant leurs transactions frauduleuses, ils ont obtenu d'ouvrir la grande à deux battants sans que personne n'y voit que du feu.

Le film

Cette dernière comédie en date, qui serait sans nul doute récompensée si elle était portée à l'écran, met en scène deux de nos comiques nationaux les plus célèbres : Eric Woerth et Laurence Parisot. La trame du scénario, détaillée par Thierry Brun, dans l'édition de Politis du 9 avril 2009 (<http://www.politis.fr/auteur5.html>), vaut son pesant de cacahuètes: « **Alors que Nicolas Sarkozy clame qu'il faut réguler le capitalisme, le ministère des Finances a rédigé avec le Medef une charte des contrôles douaniers destinée à faciliter les transactions des multinationales.** » C'est par un tract distribué par Solidaires-Douanes devant l'entrée du Ministère des Finances, lors de la présentation le 31 mars des résultats 2008 de la douane et de sa lutte contre la fraude, que le « film » tenu secret jusqu'ici a été porté à la connaissance du public: « *Les films du désastre présentent : Au service de tous, mais un peu plus de certains, une co-production Bercy-Medef, avec Eric Woerth et Laurence Parisot.* », annonçait le syndicat. La tenue de Laurence Parisot pour franchir le perron du Ministère des Finances ce jour là n'a pas été mentionnée, mais il faut parier que la star du business n'a pas manqué son « show » pour venir signer une nouvelle charte des contrôles douaniers, c'est-à-dire **officialiser un document limitant l'efficacité des contrôles douaniers**, au milieu du gratin de la douane. Les maîtres du comique de situation peuvent aller se rhabiller. Devant un Eric Woerth déclarant sans sourcilier : « *le Medef a été étroitement associé à l'élaboration de cette charte* », laquelle est un témoignage « *de la volonté de promouvoir des relations empreintes de respect et de connaissance mutuelle entre l'administration et les entreprises* », on ne peut que saluer la performance du scénario. Ces envolées lyriques du Ministre des Finances se déroulent en effet au moment où, par ailleurs, il signe des accords de coopération avec différents paradis fiscaux, soit disant pour « moraliser » le capitalisme. Dans le rôle du dindon, la palme revient à Jérôme Fournel, directeur général des douanes, qui se félicite publiquement que cette charte établisse « *une relation de confiance* » entre contrôleur et contrôlé.

Quand la fiction rencontre la réalité

Le travail d'investigation de Thierry Brun, qu'il faut saluer, nous apprend que le texte de cette nouvelle charte introduit par exemple la notion « d'acceptabilité » du contrôle douanier!! Ou encore, le recours hiérarchique avant notification : une disposition qui, selon Philippe Bock, co-secrétaire général de Solidaires-Douanes, « *n'existe pas dans le code des douanes et est pour le moins malsaine* ». Thierry Brun rapporte d'autres « nouveautés » décelées par Philippe Bock, telle que « *l'obligation de rédiger un acte à chaque intervention, ce qui fait de la charte un document sur mesure pour les avocats tatillons.* » Les obligations nouvelles introduites par ce document sont donc au profit de la voyoucratie et aux détriments de l'administration, et créent « **un droit nouveau sans fondement légal** ». Du grand art !

Les acteurs de cette franche comédie doivent se taper sur les cuisses en jouant leur rôle: monter à la tribune de la présidence pour annoncer « *L'ère du secret bancaire est révolue. Nous nous tenons prêts à déployer des sanctions pour protéger nos finances publiques et nos systèmes financiers* » et, dans le même temps, détruire les derniers contrôles possibles, ça c'est de la farce ! Ces contrôles, selon l'article, ne permettaient pourtant que d'attraper les petits voyous et laissaient, faute de volonté politique et donc de moyens, la fraude fiscale des voyous en col blanc provoquer un manque à gagner de 40 à 50 milliards d'euros (chiffre du SNUI) par an. Encore trop contraignant sans doute, **ce dispositif vient d'être anéanti par le MEDEF qui, on le comprend, n'a plus besoin de petits paradis fiscaux désignés comme tels, puisque désormais, les portes d'un Paradis fiscal sans limites viennent de s'ouvrir à lui.**

Le cri des dindons

Quant à nous, nous sommes là pour éponger les déficits creusés par ces « pénuries » organisées de main de maître. Bientôt il n'y aura plus d'argent pour l'école, la recherche, l'hôpital et l'ensemble des services publics. **Tous ces services essentiels devront être à la fois financés puis payés au prix fort par les usagers.** Et l'argent retiré à profusion ira seulement dans la poche des actionnaires des entreprises privées. **Tout retour en arrière sera irrémédiablement rendu impossible dès la ratification du Traité de Lisbonne** qui constitue l'armature juridique sur laquelle viendront s'appuyer toutes ces mesures de spoliation et détournement de la richesse produite par les peuples européens.

Les partis politiques tous confondus, quant à eux, demeurent rivés sur les échéances électorales, seule justification de leur existence désormais, prêts à produire d'autres comédies tout aussi ficelées que celle-ci. A quand le boycott de la comédie ??

Le Medef, régulateur du capitalisme ?

Communiqué Union syndicale Solidaires

Pendant qu'il signe à l'extérieur des accords de coopération avec différents paradis fiscaux, Eric Woerth, le ministre du Budget, des Comptes publics et de la Fonction Publique, déterre à l'intérieur un projet que l'on croyait naïvement rangé au rayon des inepties. On en aurait oublié que la « charte des contrôles douaniers » est une commande politique imposée par le Medef. Car à l'heure de la régulation affichée du capitalisme, il s'agit pour le grand patronat de préserver avant tout ses intérêts. Régulation oui, mais pour les autres. Que l'on ne se méprenne pas. Il est parfaitement normal que tout citoyen de ce pays soit informé de l'étendue des pouvoirs de la douane ainsi que de leur interprétation jurisprudentielle. Qu'un seul document rassemble l'ensemble de ces éléments essentiels à la compréhension de l'action de la douane n'a rien de scandaleux, même s'il ne saurait remplacer la lecture des textes réglementaires. Mais informer ne signifie certainement pas toiletter encore moins déformer les dispositions légales. Bref s'instituer législateur à la place du législateur, en complétant les textes d'obligations que celui-ci ou encore le juge se sont jusqu'à présent refusés d'y faire figurer. Les pouvoirs douaniers sont certes exorbitants du droit commun, pour autant les résultats « exceptionnels » tant vantés par Eric Woerth seraient impossibles sans eux. Il y a d'ailleurs plus qu'un paradoxe, presque un brin de masochisme, à ce que celui-ci vante en présence du Medef les résultats de la douane en 2008 et **une charte dont la vocation essentielle est d'en limiter l'efficacité**. Sachant que celui-ci n'a jamais caché vouloir « la peau » de ces pouvoirs et éviter au grand patronat des contrôles pouvant il est vrai troubler quelques douteuses transactions commerciales et financières. En se faisant le relais de cet intérêt particulier, Eric Woerth démontre ainsi son étrange conception de la « régulation » du capitalisme : **laisser faire le commerce tout en rognant les pouvoirs des autorités publiques de contrôle**. De même que l'on peut craindre que les accords avec les paradis fiscaux ne soient qu'un leurre pour calmer une opinion publique échaudée, prétendre réguler le capitalisme en faisant la morale relève du conte pour enfants. Ce faisant, il oublie la nature essentielle de sa fonction : dans cette période de crise être au service de l'intérêt général, pas satisfaire un lobby patronal aussi puissant soit-il. En prenant le contre-pied de sa mission essentielle, Eric Woerth démontre ainsi qu'il est avant tout le ministre des « contes » public, raconteur d'histoires à endormir debout. Mais pour être socialement utile, la douane a un besoin urgent d'une autre politique.

31 mars 2009

Laurence Parisot
Eric Woerth

CA ROULE
MA POULE ...

Une co-production
Bercy - le MEDEF

En salle à partir du
31 mars 2009

17 avril 2009

Message des réseaux multisectoriels, des mouvements sociaux et de la société civile nord-américaine AUX CHEFS D'ÉTAT D'AMÉRIQUE DU NORD PRÉSENTS AU 5^e SOMMET DES AMÉRIQUES

Nous, soussignés, réseaux sociaux multisectoriels membres de l'Alliance sociale continentale (ASC) et organisations d'Amérique du Nord, réunis à Trinidad et Tobago au sein du IV Sommet des Peuples des Amériques, exigeons des actions décisives de la part de nos gouvernements. Après avoir vécu 15 ans sous le régime de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et souffert de ses effets négatifs sur nos populations, nous signalons aujourd'hui notre grande préoccupation quant à l'expansion dans le reste des Amériques du plus récent projet néolibéral: le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP).

Trois aspects du PSP nous inquiètent grandement: a) ses mesures concernant la sécurité et la militarisation et les importants fonds publics qui y sont destinés; la persistance sur la voie de l'approfondissement du modèle de libre-échange dans le reste du continent; c) l'abandon aux mains du secteur privé et des grandes corporations de pans entiers relevant du domaine des politiques publiques.

C'est pourquoi nous exigeons du Président Calderon (Mexique), du Président Obama (États-Unis) et du Premier Ministre Harper (Canada) de:

-->Relancer un processus intégral de débat sur l'avenir de l'ALÉNA, qui prenne soin d'inclure une large représentation des secteurs sociaux qui ont été les plus touchés.

-->Suspendre immédiatement les groupes de travail qui mettent en œuvre l'agenda du PSP, et mettre fin à l'expansion des prétentions de ce projet.

-->Annoncer qu'ils mettront fin à la criminalisation et aux abus à l'endroit des populations migrantes qui entreprennent d'améliorer leur qualité de vie, et qu'ils travailleront à éliminer les causes profondes qui amènent de nombreuses personnes à abandonner leur foyer et leur terre.

-->Démilitariser la frontière entre les États-Unis et le Mexique, et faire tomber le mur qui y a été érigé.

-->S'unir autour de l'impératif de reconnaître Cuba en tant que partenaire diplomatique à part entière au sein du continent.

Nos gouvernements doivent reconnaître le vent profond de changements qui souffle aux quatre coins des Amériques. Il est urgent de changer d'attitude et renverser la manière forte d'imposer leurs politiques. Ceci peut être démontré concrètement par:

-->Mettre fin aux prétentions de mettre en œuvre de nouveaux Accords de libre-échange bilatéraux et régionaux, et abroger tous les traités de libre-échange existants.

-->Entreprendre dès maintenant le processus de fermeture de toutes les bases militaires étatsuniennes dans les Amériques.

-->Retirer pour toujours la 4^e flotte des États-Unis des eaux maritimes des Amériques.

-->Renoncer à tous les programmes de "consolidation démocratique", qu'ils soient menés par un seul ou par plusieurs pays simultanément.

-->Garantir la primauté des principes environnementaux de développement durable et protéger les communautés d'être affectées négativement par les activités minières et autres méga-projets.

-->Mettre fin à la criminalisation de la protestation sociale.

-->Respecter les droits humains et les droits du travail pour tous les peuples.

Il est particulièrement alarmant de constater que la déclaration officielle du 5^e Sommet des Amériques fait très peu référence à la crise économique, malgré l'amplitude des effets dévastateurs que ressentent nos populations. Ces effets sont le résultat des comportements irresponsables d'une minorité et de petits groupes de spéculateurs. Par conséquent, nous demandons des actions décisives pour changer les règles de l'ordre économique mondial et protéger les plus vulnérables au sein de nos peuples.

Alliance for Responsible Trade (ART, États-Unis)

Common Frontiers Canada

Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC)

Réseau mexicain d'action face au libre-échange (RMALC)

Grassroots Global Justice

Campaña Sin Maíz no hay País

Sindicato Único de Trabajadores de la Industria Nuclear (SUTIN)

Grassroots International

Source: WTO-INTL - Our World Is Not For Sale network (OWINFS)

« Monsanto et les autres entreprises de biotechnologies ont toujours su que leurs cultures GM contamineraient les autres cultures. En fait, cela faisait partie de leur stratégie pour obliger le monde à accepter les OGM. Mais, dans le monde entier, des gens refusent de se soumettre et d'accepter que la modification génétique soit une réalité incontournable ; au contraire, ils se battent, même dans des endroits touchés/affectés par une contamination. En fait, certaines communautés locales qui ont subi une contamination développent actuellement des formes sophistiquées de résistance aux cultures GM. Elles commencent généralement par des stratégies à court terme pour décontaminer leurs semences locales mais, à plus long terme, elles cherchent souvent à renforcer leurs systèmes alimentaires et agricoles. »

Un article de l'ONG Seedling (GRAIN) de mars 2009 dresse un bilan de la lutte contre la contamination des cultures biologiques et conventionnelles par les OGM. Exactement comme l'avaient prédit des groupes d'agriculteurs et des ONG dès les années 1990, la contamination a eu lieu et nous sommes maintenant exposés aux risques qu'ils dénonçaient déjà. De même que les mêmes et d'autres dénonçaient depuis longtemps les risques de crise financière et économique bien avant qu'elle ne se fasse sentir, il aura fallu avoir « le nez dans le caca » pour réaliser qu'ils ne s'étaient pas trompés. Comment les communautés exposées dans le monde ont-elle réagi face à cet autisme des politiques ? Quelles stratégies ont-elles élaborées pour combattre la contamination ?

L'expérience des communautés au Mexique

En 2002, suite à la découverte de chercheurs dont Ignacio Chapela, des communautés rurales du Mexique ont découvert que leurs variétés locales de maïs étaient contaminées. Les gens furent choqués et ne savaient quoi faire au début. Ils ne connaissaient pas les OGM. « Ils ont commencé par réunir les communautés environnantes qui avaient aussi pu subir une contamination, ainsi que les ONG qui étaient proches d'eux. Des ateliers ont eu lieu et des gens ont été mandatés par leurs assemblées locales pour débattre au nom de leurs communautés. La stratégie a donc été collective dès le début. C'est le premier point à relever à propos de l'expérience mexicaine. Un point d'accord fondamental a été rapidement trouvé sur le fait que la contamination par les OGM devait être considérée comme faisant partie d'une guerre. Ce n'était pas un accident ou un problème isolé, mais **cela s'intégrait dans une guerre menée contre les agriculteurs et les populations indigènes, selon leurs termes, une guerre contre le peuple du maïs. Ils devaient apporter une réponse en conséquence, en ne défendant pas seulement leurs semences, mais aussi leurs moyens d'existence, leurs cultures, leur manière de vivre dans sa globalité.** » Cette approche élargie a permis à plus de gens que les agriculteurs concernés de s'impliquer dans la lutte : il s'agissait de défendre, au-delà du maïs, la terre, l'eau, un mode de vie. **Même si tout le monde ne peut s'occuper des semences, chacun peut agir à son niveau. Ceci nécessite des communautés fortes, des procédures efficaces de prise de décision collective, et de solides réseaux associés à d'autres groupes au niveau national et international.**

Ayant d'abord peu d'idées sur la façon de décontaminer leur maïs, mais une longue pratique de résolution collective des problèmes, plutôt que de chercher des experts extérieurs, ces communautés ont concentré leur réflexion non sur le maïs OGM qu'elles ne connaissaient pas, mais sur leurs propres variétés. « Les agriculteurs ont commencé à partager leurs connaissances sur le maïs et sur ce dont le maïs a besoin pour être sain. Le point réellement fondamental était de préserver l'existence de leur maïs, et ils devaient donc le semer et le manger. Dans de nombreuses communautés, le maïs traditionnel était en train de disparaître parce que les gens le semaient moins. **La première mesure pour défendre leur maïs a donc consisté à en planter davantage.** Les gens considéraient, en réponse aux OGM, que les semences étaient dangereuses quand leur histoire n'était pas connue. Il a donc été décidé que **des semences ne seraient semées que si leur histoire était connue, ou quand elles provenaient d'une origine qu'ils connaissaient bien.** » Ceci a eu pour effet immédiat de rendre les communautés plus attentives à leurs cultures, de leur faire découvrir des plants malformés résultant de taux élevés de contamination, **plants qu'elles ont entrepris d'arracher** systématiquement. Elles ont entrepris également de **planter des arbres autour de leurs champs** afin de limiter la contamination de cette plante allogame.

Le maïs au Mexique tient une place particulière dans la culture de ce pays. Aussi, le maïs contaminé a été considéré comme « malade » et donc nécessitant des soins, comme on soigne un membre faisant partie de la communauté. Cela signifie que cette lutte n'a pas été enfermée dans la contrainte de délais et a permis d'envisager une approche « **à long terme et capable d'être permanente** ». Pour ces communautés, « Leur décision est de défendre leur maïs, quel que soit le temps que cela prendra. » car quand des dates limites sont introduites « les gens se retrouvent face à quelque chose qui est au-dessus de leurs moyens, et généralement on ne peut pas faire grand-chose à court terme. Ce qui amène à faire des concessions. C'est ce que les communautés mexicaines refusent de faire. » Cette spécificité mexicaine s'est aussi traduite dans l'importance accordée au fait « **d'envisager un problème à partir de la perspective propre à chacun.** Les communautés du Mexique ont passé beaucoup de temps dans les premiers ateliers à débattre de spiritualité et de leurs approches des divinités et de la création. Elles ont discuté des rituels qui pourraient protéger le maïs. Les intervenants extérieurs qui ont été invités à participer ont eu beaucoup de mal à expliquer les aspects techniques du génie génétique parce que le concept apparaissait vraiment absurde. Mais, à la fin, les communautés sont arrivées à une compréhension de base du génie génétique sous forme d'une méthode de prise de contrôle de leurs moyens de subsistance agricoles, et **cette compréhension de base a été beaucoup plus importante que l'information technique.** »

Cette construction collective du sens à donner à leur action a permis à ces communautés de **conserver la maîtrise du processus** puisqu'elles l'ont mis en œuvre elles-mêmes depuis le début. « Le fait que les décisions étaient prises collectivement, par beaucoup de gens, a permis d'éviter que d'importantes erreurs soient commises. Des erreurs seront commises dans tous les cas, mais quand beaucoup de gens participent il y a beaucoup moins de risques d'erreurs fondamentales. Quand la contamination a été découverte par des chercheurs universitaires, les processus suivis ont été totalement différents. »

Un point très intéressant enfin, en rapport direct avec le contexte spécifique du Mexique, est que les communautés n'ont pas considéré la piste juridique comme importante pour leur lutte. Ce point doit être mis en relation avec le fait qu'au Mexique, cette lutte est menée essentiellement par les communautés indigènes qui ont déjà un passé très consistant de luttes sociales et peuvent rapidement mobiliser beaucoup de monde alors que dans le même temps elles ont peu de pouvoir de pression sur les autorités. Une situation inverse à celle que nous connaissons en France par exemple, où il est difficile de mobiliser beaucoup de monde, mais où les relais médiatiques par exemple permettent d'exercer une pression sur les autorités. Pour ces communautés, « les options juridiques ne sont efficaces que lorsqu'il y a une pression sociale suffisante exercée sur les autorités ». Raison pour laquelle elles n'ont pas rejeté l'option juridique mais considéré qu'elle n'est pas centrale pour leur lutte.

Ce que ces luttes nous apprennent

Partout dans le monde les communautés rurales ont du faire face à des contaminations sciemment organisées. GRAIN rapporte, avec le Mexique, les cas de la Thaïlande, des Philippines, du Canada et les stratégies différentes mises en œuvre pour résister. Dans les pays du Sud en particulier cette épreuve a eu au moins un effet positif, à savoir de rassembler les communautés rurales dans l'action collective à la fois autour de la lutte contre les OGM mais aussi de la préservation, la mise en valeur et la multiplication des variétés locales de semences. Cette préservation passe par le retour à une attention soutenue aux plantes de façon à repérer rapidement celles qui sont contaminées. Cette attention a renforcé le rapport au végétal et à la terre et a fait prendre conscience des enjeux de la mondialisation élitiste.

On pourrait ajouter que cette dynamique se poursuit et s'élargit à tous les problèmes que posent l'appropriation des terres par les multinationales, la mainmise sur les ressources fossiles et les brevets sur le vivant, ainsi qu'au type de société et de rapports humains auxquels tout ceci conduit.

Cet article est accompagné de trois vidéos qui peuvent être visionnées sur :

<http://www.grain.org/videos/?id=195>

RECLAIM THE FIELDS

resistance is
FERTILE

**En temps de guerre,
Ils plantaient des pommes de terre.**

**En temps de crise,
On s'réactive:**

SEMONS DES ALTERNATIVES !



Campement européen Reclaim the Fields en 2009: cultiver les alternatives pour reconstruire l'espoir

Reclaim the Fields organise un campement européen pour de jeunes paysans et paysannes, des personnes souhaitant s'installer en agriculture et ceux et celles intéressées par ces sujets.

Le campement aura lieu fin septembre début octobre 2009, probablement en France. Il s'inscrit dans la suite du campement « Farming a cool planet, Living alternatives », co-organisé par la Coordination Européenne Via Campesina et les Jeunes Amis de la Terre Europe et qui a eu lieu à Malmö, Suède, en septembre 2008. Après ce campement, nous avons lancé « Reclaim The Fields », qui vise à **mieux coordonner les luttes des jeunes pour l'accès à l'agriculture.**

Cette année, nous souhaitons nous concentrer sur l'installation en agriculture et le renforcement du mouvement pour l'accès à la terre et au métier.

Nous prévoyons des conférences, des ateliers et des échanges d'expériences sur les thèmes suivants:

- ▶ Les luttes paysannes en Europe et dans le monde
- ▶ S'installer en agriculture et en vivre
- ▶ L'accès à la terre et aux ressources agricoles
- ▶ Le lien villes-campagnes (AMAP, agriculture urbaine, jardins collectifs)
- ▶ Agro écologie et agriculture paysanne
- ▶ Renforcer le mouvement pour apporter des changements concrets

Nous souhaitons également organiser des ateliers pratiques, sur l'apiculture, le compost, échange de semences, toilettes sèches, les conserves de légumes et de fruits, etc...

Le campement est un espace auto-organisé avec une assemblée chaque jour pour gérer les aspects pratiques de notre vie commune. Dans cet esprit, chaque participant est invité à prendre part aux tâches logistiques (cuisine, nettoyage, garde-rie,...).

Vous pouvez proposer des ateliers théoriques et/ou pratiques ainsi que des activités culturelles (musique, théâtre, art,...). Les personnes et les organisations intéressées par ce projet sont bienvenues pour participer à sa préparation.

Pour nous contacter, veuillez envoyer un message via le formulaire de contact sur le site web ou en envoyant un e-mail à:

camp2009@reclaimthefields.org

« En quoi cela me regarde les sans-papiers ? », « Que puis-je faire pour les Brésiliens ? », « Comment sauver la planète ? » sont autant de fausses problématiques. Car c'est nous qui sommes la problématique de la situation : la question que pose une situation n'est pas « Que fait-on ? », comme si nous en étions extraits et que nous pouvions la maîtriser, mais **d'être** la situation.... »

Miguel Benasayag, in *Résister, c'est créer*

C'est à dire.... se rendre présent à notre présent... casser avec la promesse.... Ne pas céder sur ce qui est considéré comme « impossible » à changer....

Voilà, c'est arrivé. Comme les opposants aux cultures OGM l'avaient prédit depuis le début, le fiasco de ces cultures est maintenant avéré! La propagande des firmes, Monsanto en tête, se révèle être ce qu'elle est : un pur mensonge. Les cultures des OGM résistants aux herbicides non seulement ne permettent pas de réduire l'utilisation de ces produits hautement toxiques, mais ne peuvent que faire augmenter dangereusement leur utilisation. La preuve irréfutable nous parvient des Etats-Unis, pionniers en la matière, où six états (Géorgie, Caroline du Sud, Caroline du Nord, Arkansas, Tennessee et Missouri) sont frappés de plein fouet par ...la révolte du peuple de l'herbe.

La guerre à ce peuple fut déclarée après la seconde guerre mondiale, lorsque les firmes chimiques, fortes de la prospérité qu'elles avaient acquises dans ce conflit en produisant des gaz et des explosifs, envisagèrent le moyen de continuer à faire fructifier ces acquis, et investirent pour cela le domaine de l'agriculture. La nécessité bien réelle de nourrir les pays européens ouvrait une porte royale à la première entreprise de propagande commerciale mondiale : associer cette nécessité à la nécessité de recourir aux produits de l'industrie chimique. C'est ainsi qu'au second conflit meurtrier dirigé contre le peuple humain succéda le premier conflit meurtrier dirigé contre le peuple de l'herbe. Au fil des décennies, cette guerre gagna en sophistication des armes : des molécules furent créées dont la capacité de toxicité physique n'avait d'égal que la capacité d'intoxication de la pensée des humains censés réfléchir à ce qu'ils faisaient. Le sommet fut atteint avec les générations de cultures OGM résistantes à un herbicide avec notamment les trop célèbres coton ou soja Roundup Ready (RR) de Monsanto. Des milliers et des milliers d'hectares furent copieusement arrosés par avion aux Etats-Unis avec le désherbant de Monsanto sur ces cultures résistantes : le peuple de l'herbe semblait devoir succomber définitivement ou devoir se retirer à jamais de ces milliers d'hectares.

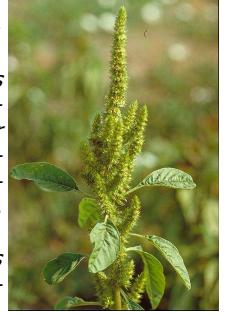
Des nouvelles faisaient état déjà de la révolte qui se préparait mais ne parvenaient pas à percer la couche de déni savamment instaurée dans le système de communication. Finalement, une riposte en règle de la noble amarante a eu raison de la loi du silence: celle-ci, défiant l'herbicide, a littéralement envahit les champs de coton et soja OGM RR. A la stupeur fait place la consternation : non seulement l'amarante possède des racines extrêmement difficiles à extraire et peut atteindre une hauteur avoisinant les 1 mètre ou plus dans certaines régions, mais elle est devenue résistante à l'herbicide. C'est-à-dire que le gène de résistance présent dans les cultures OGM s'est transmis à la plante sauvage... Le peuple de l'herbe a donc décidé d'utiliser les armes de l'adversaire pour se défendre. Et il est en train de gagner la guerre...

Futura-Sciences rapporte dans un article de Jean Etienne, « OGM: la menace des « super mauvaises herbes » s'amplifie » (<http://www.futura-sciences.com>) que « Cinq mille hectares de culture de soja transgénique ont été abandonnés par les agriculteurs en Géorgie, et 50.000 autres sont gravement menacés par une mauvaise herbe impossible à éliminer, tandis que le phénomène s'étend à d'autres états. » Les agriculteurs pionniers de la technologie OGM se trouvent obligés d'arracher les mauvaises herbes à la main...quand c'est possible, compte tenu de l'étendue des cultures ! L'article précise : « Tous les champs victimes de cette envahissante mauvaise herbe avaient étéensemencés avec des graines Roundup Ready, produites par la société Monsanto. » Les scientifiques du Centre for Ecology and Hydrology de Winfrith (Dorset) (<http://www.ceh.ac.uk>) confirment la fécondation croisée entre la plante OGM et des herbes sauvages dont l'amarante. La firme Monsanto elle-même ne peut plus nier le problème. Simplet, elle imagine que sa proposition d'avoir recours à un autre herbicide, le 2-4-D ou acide 2-4-dichlorophénoxyacétique, constituant du sinistre agent orange utilisé comme défoliant au Vietnam, en alternance avec le Round-Up va pouvoir séduire encore les agriculteurs. Il suffit de regarder les photos des enfants difformes qui naissent encore presque un demi siècle après la guerre au Vietnam pour comprendre à quel point ce produit est dangereux. Il est d'ailleurs interdit dans plusieurs pays d'Europe. Et bien sûr on ne sait absolument rien des interactions qui peuvent se produire quand les molécules de ce produit rencontrent celles du Round Up forcément présent dans les sols traités depuis des années. Cette « solution » offerte par Monsanto comme gage de l'infailibilité de ses produits, confirme s'il était besoin le cynisme absolu de la nécro-entreprise. Selon la Soil Association, une association anti-OGM britannique, Monsanto connaissait la menace des "superweeds" dès 2001, puisque la firme avait fait breveter la technique de mélanger de l'herbicide Roundup avec d'autres pesticides qui ciblent des plantes résistantes au Roundup. "Ce brevet va permettre à l'entreprise de profiter d'un problème que ses produits ont créé à l'origine" affirme un rapport de la Soil Association publié en 2002.

La reine amarante croît et multiplie

Chaque plant d'amarante sauvage (*Amarantus retroflexus/album*) produit en moyenne 12 000 graines par an qui peuvent demeurer en dormance dans le sol pendant 30 années avant de germer.

Selon l'excellent ouvrage de Gérard Ducerf et Camille Thiry sur « Les Plantes Bio-indicatrices », « L'apparition des plantes considérées comme des mauvaises herbes est un puissant signal d'avertissement. D'ailleurs si l'homme leur laissait jouer leur rôle, elles rétabliraient d'elles-mêmes les équilibres et soigneraient les maladies qu'elles révèlent ». Amarantus est donc venu soigner le sol des champs de coton et soja OGM gavés de Round Up. Amarantus indiquerait selon l'ouvrage, « un excès de potasse et d'azote » ou « de produits chimiques » !!



En médecine ayurvédique, *Amarantus polygamus*, consoeur indienne, est utilisée contre l'empoisonnement à l'arsenic ou au plomb...

L'amarante est donc venue se dresser contre folie des hommes et leur a montré qu'elle pouvait s'adapter aux pires conditions pour remplir son rôle. Plutôt que d'essayer de l'éradiquer en faisant subir au sol l'agression ignoble d'un mélange de molécules toxiques qui empoisonneront à la fois le sol et les cours d'eau environnants, il suffirait de lui laisser faire son travail. Les cultures de coton et soja devront attendre. C'est l'homme lui-même qui a créé son propre désastre que la plante tente de réparer.

Mieux, l'agriculteur rendu à l'évidence pourrait découvrir les vertus de cette plante domestiquée : l'amarante est l'un des aliments les plus anciens du monde et a été cultivée depuis des siècles au Mexique. Elle est facile à cultiver et affectionne les climats chauds et secs et les sols pauvres, mais elle peut pousser sous la plupart des climats. Ses têtes, ressemblant au sorgho, contiennent des milliers de petites graines extrêmement nourrissantes et qui contiennent plus de protéines que le blé, le maïs, le riz ou le sorgho. Ces protéines sont de grande qualité. De plus, elle est peu sujette aux maladies et résiste aux insectes.

« Armistice », ou ...comment cultiver l'amarante

Selon Vijay Cuddeford, Documentaliste au Réseau des radios rurales des pays en développement, (http://www.farmradio.org/francais/radioscripts/48-6script_fr.asp) il existe trois variétés comestibles de graines d'amarante : l'amarante hypochondriacus, l'amarante cruentus et l'amarante caudatus. L'amarante caudatus convient mieux aux températures froides. Cette culture exige un sol fin et composté qu'il convient d'arroser avant le semis, en mélangeant les graines (très petites) avec du sable dans un sillon peu profond. Les graines ne doivent pas être recouvertes de plus d'un centimètre de terre et il faut en éloigner les fourmis. Le sol doit être maintenu humide jusqu'à l'apparition des jeunes plants à la surface. Quand ils ont plusieurs feuilles, les plants doivent être éclaircis (10 à 15 cm) et régulièrement sarclés à la main. En grandissant ils formeront une voûte qui empêchera l'apparition d'autres plantes à leur pied. Environ un mois après avoir semé l'amarante, il est possible de semer entre une variété de haricot pour recouvrir le sol. Vijay Cuddeford recommande le haricot velouté (*Mucuna pruriens* de l'espèce *mucuna*).

L'amarante se récolte environ 4 à 5 mois après l'avoir plantée, un peu plus en altitude ou dans les régions froides. La céréale est prête pour la récolte quand quelques graines commencent à tomber par terre. Pour récolter les graines, il recommande de couper les extrémités de la plante, la partie de la plante qui contient les têtes à graines, d'étendre les têtes à graines sur une feuille de plastique ou une autre surface qui les protégera de l'humidité du sol. Puis, les laisser sécher au soleil pendant une semaine, ou jusqu'à ce qu'elles soient cassantes. Enfin, frapper fort sur les plantes pour séparer les graines de la tige et séparer pour finir les graines de leur enveloppe.

Un volume de farine d'amarante mélangé à six ou huit volumes de farine de blé ou de maïs donne une farine nourrissante au goût de noisette.

Un régal en VIDEO :

L'Homme qui parle avec les plantes

http://www.nous-les-dieux.org/L%27homme_qui_parle_avec_les_plantes

L'atelier sur les semences paysannes, la qualité des aliments, et les maisons de la semence, qui s'est déroulé aux Etats Généraux « OGM et Biodiversité-Résistances et alternatives » à Toulouse le 18 avril 2009, a permis de faire surgir des réflexions et des propositions dont voici un aperçu.

Le contexte a été rappelé par Hélène Zaharia, directrice du Réseau Semences Paysannes (RSP), notamment la pression étouffante du cadre juridique sur la circulation des semences et la propriété intellectuelle qui a poussé à la création du Réseau Semences Paysannes à Auzeville en 2003. A cette date, les semences paysannes n'avaient, a-t-elle rappelé, aucune existence reconnue. Le réseau s'est donc donné pour mission la reconnaissance des droits des agriculteurs, la reconquête des savoir-faire sur les semences et la récupération des graines de variétés en voie de disparition : il s'agit de semences d'avant la sélection industrielle, pour les bios et les agricultures autonomes.

Cette démarche a été élaborée en partenariat avec des chercheurs dans une démarche participative. C'est-à-dire que l'on part d'un réseau de fermes et de leurs besoins et la recherche se développe selon ces besoins. Une approche non seulement fructueuse mais aussi plus en prise avec la réalité. A titre d'exemple, Hélène Zaharia a cité une étude du GEVES qui concluait que la biodiversité n'avait pas diminué en s'appuyant sur les seules variétés inscrites au catalogue (qui ne peut qu'augmenter en partant de zéro à sa création !). Une chercheuse travaillant en partenariat avec le Réseau Semences Paysannes, Isabelle Goldringer (INRA) démontre lors d'une étude en cours et en se servant de nouveaux indices que l'effondrement de la biodiversité a bien lieu si on prend en compte des indicateurs pertinents, tels que la diversité intravariétale plutôt que le nombre de variétés inscrites.

Par ailleurs, les liens du Réseau Semences Paysannes avec ses réseaux équivalents dans les autres pays européens permettent de mutualiser les connaissances et développer des stratégies communes. Depuis 2003, le paysage des semences paysannes a donc fortement évolué et on peut désormais parler d'une véritable dynamique européenne de reconquête de ce bien crucial pour les années et les générations à venir.

En quoi les semences paysannes sont-elles si « importantes » ?

Un semencier industriel, a expliqué l'artisan semencier Philippe Catinaud (Réseau Semences Paysannes , Biaugerme, Croqueurs de Carottes) a besoin de 2 tonnes de semences de carottes pour rentabiliser sa variété, en raison des méthodes industrielles, là où un artisan semencier n'a besoin que de 2 kilos. On comprend donc la réduction inévitable de la biodiversité imposée par les industriels soumis à des impératifs de rentabilité. Le fait de traiter la semence selon la même approche que la production de téléviseurs, par exemple, est le problème majeur. Car la semence fait partie du vivant et le vivant ne peut pas être abordé de la même façon.

La notion même de variété diffère selon que l'on se place du point de vue industriel ou du point de vue artisanal. Pour prévenir le risque de biopiraterie l'industrie invoque le Certificat d'Obtention Végétale ou les Droits de Propriété Intellectuelle comme protection nécessaire. A la différence et pour prévenir ce risque, le Réseau Semences Paysannes considère qu'une variété comprend toute sa diversité intravariétale : le blé nommé Rouge de Bordeaux, c'est toute la diversité du Rouge de Bordeaux. Sans quoi on aboutit à la situation présente, à savoir l'industrie qui instaure des règles scandaleuses interdisant l'échange de semences paysannes entre les paysans mais qui n'hésite pas à commercialiser, par exemple, des variétés hybrides sous le nom de la variété de tomate ancienne nommée Cœur de bœuf, en jouant sur les mots (tomate « type cœur de bœuf »). Une pratique particulièrement difficile à comprendre alors que dans le même temps l'Etat poursuit les artisans semenciers qui n'ont pas la capacité de payer une inscription coûteuse pour l'ensemble de leurs variétés.

Face à cela, Philippe Catinaud a dégagé deux axes d'action à soutenir : en premier lieu, trouver les variétés cultivées par les jardiniers amateurs et les recenser. Il a souligné la nécessité de mobiliser la société civile dans cet effort de collecte et de recensement pour activer le processus car il y a urgence. En second lieu, il a appelé à générer des nouvelles semences à travers la création de Maisons de la semence. Face à l'étendue des stratégies de mainmise de l'industrie sur ce bien vital que sont les semences, la répartition du stock de semences non manipulées par l'industrie entre un maximum de réseaux de la société civile et de paysans est devenue une obligation pour assurer la survie des générations futures.

Citant en exemple le GIE Biaugerme dans lequel il travaille, Philippe Catinaud a expliqué que ce sont ainsi 400 variétés de potagères dont 9/10^e avait disparu qui sont réparties entre les 8 agriculteurs du GIE. Lui-même reproduit 70 variétés chez lui, un travail qu'il compare à celui du viticulteur qui ne récolte pas chaque année un grand cru, chaque année favorisant davantage une variété tandis que d'autres réussissent moins bien.

Cela, a-t-il commenté, fait partie des besoins d'adaptation de la plante et il faut savoir attendre. Par ailleurs, il faut aussi tenir compte du terroir et de ses spécificités. Le Sud de la France est plus favorable pour produire des graines de laitue dont les ombelles fragiles sont sensibles à la pluie, mais moins favorable aux choux par exemple (voir Koal Kozh en Bretagne). Cette attention au rythme de la plante et à ses besoins, Philippe Catinaud la pousse jusqu'à travailler ses terres avec un cheval...une garantie de qualité du travail.

Dis moi ce que tu manges et je te dirai qui tu es

Qui se souvient des champs dansant à hauteur de tête, parsemés de bleuets, de marguerites et de coquelicots entre autres ? Entrez dans un champ de blé aujourd'hui, et vous ne percevrez qu'un horizon uniforme d'épis rangés au garde à vous à hauteur des cuisses, sans une tâche de couleur en signe de fleurs. Les semences, a affirmé Jean-François Berthelot, paysan-boulangier (Centre d'Etudes Terre d'Accueil des Blés, Réseau Semences Paysannes), sont devenus un « outil de production », au même titre que le tracteur ou l'épandeur, issu de l'agriculture industrielle qui sert à la production de masse. Cette production a engendré des modifications qui ne s'arrêtent pas à l'aspect de l'agriculture, mais à la nature même des semences. Jusqu'à la première guerre mondiale, ces modifications ont été moindres. Mais après, elles ont été extrêmes. A la fin de la première guerre, on produisait environ 25 quintaux de blé par hectare : aujourd'hui on produit 75q/h.

On entend dire que cela est nécessaire pour pouvoir « nourrir » toute la population. Jean-François Berthelot a son idée sur cette façon de «nourrir». Que s'est-il passé avec le blé, sa spécialité ? Autrefois on cultivait des variétés hautes. Les variétés de pays sont de très grands blés. Pour augmenter les rendements, on a décidé que le blé devrait porter plus de grains et ne plus verser pour être récolté à la machine. Pour cela, on l'a croisé avec des variétés naines japonaises afin de réduire la taille de la paille (qui doit porter 7 fois plus de grains qu'au Moyen-âge). Jean-François Berthelot est formel : en réduisant la taille de la paille, la plante ne fonctionne plus du tout de la même façon, son métabolisme est transformé, et le blé ne contient plus les mêmes éléments. La plante haute fabrique d'abord beaucoup de verdure puis, arrivée à maturité, emmagasine des éléments dans son grain. La plante raccourcie a un mûrissement très rapide et la physiologie du grain de blé est modifiée. A cela s'est ajouté l'apparition de la boulangerie industrielle et ses besoins en pâte élastique adaptée aux pétrins mécaniques, donc une pâte riche en gluten.

Plus une plante consomme de nitrate, plus elle l'emmagasine dans ses graines. Et plus ce processus est rapide, plus le gluten est une protéine grossière mais adaptée à la boulangerie industrielle. Les protéines qui sont issues des blés courts ont une structure beaucoup plus grossière puisque cette structure n'a pas été élaborée à travers tous les stades d'affinement lors du transit dans une paille haute. Ces protéines grossières n'ont pas du tout les mêmes qualités nutritives que les protéines complexes issues des blés hauts. Le résultat visible est le développement croissant d'intolérance au gluten dans la population.

Le levain permet de couper les grosses protéines en plus petites sections et de les rendre ainsi plus assimilables. Aujourd'hui, on prétend nourrir la population avec du pain contenant des protéines grossières sans même utiliser de levain sans se préoccuper des conséquences sur la santé d'un tel régime. 50 additifs sont autorisés dans le pain ! Malgré les problèmes croissants d'allergies au gluten, il est très difficile pour des chercheurs d'engager des travaux pluridisciplinaires sur cette réalité

Si les semences industrielles impliquent bien des aberrations à tous les niveaux, elles continuent à être prisées pour leur rendement supérieur. Une variété ancienne produit actuellement entre 2,5 à 3,5 tonnes par hectare : ce rendement peut être amélioré par un travail de sélection. Pour cela il est nécessaire de chercher dans les banques encore accessibles en France et en Europe des variétés de pays, afin de les cultiver, les observer et les sélectionner.

Enfin, pour Jean-François Berthelot, il est nécessaire de cultiver notre imaginaire aussi bien que nos terres pour devenir créatifs face à l'adversité en inventant de nouveaux systèmes d'échanges « On manque de temps » dans les fermes, a-t-il ajouté. « On a besoin de tous, de la société civile, pour assurer un soutien aux collections en cours et à venir. Tout le monde doit pouvoir venir dans les champs, il faut développer et retrouver un contact physique avec la plante cultivée. C'est une autre conception du vivant que nous devons défendre. » Le Mouvement « Semons la Biodiversité » doit tendre à promouvoir ces échanges et ce soutien indispensables au maintien de la biodiversité. (Suite, p 9)

En 1998 sont apparus les premiers OGM et donc les premiers cas de contamination des semences. Puisqu'il devenait impossible de faire confiance aux semenciers certains agriculteurs ont décidé de faire eux-mêmes leurs semences. Avec quelques autres agriculteurs, Bertrand Lassaigne (Agrobio Périgord, Réseau Semences Paysannes) s'est donc rendu en Amérique latine pour chercher du maïs, puis a trouvé des variétés d'avant la sélection industrielle en Europe et même en France. Les variétés françaises étaient dégénérées en raison du trop peu d'échanges sur cette plante allogame, qui souffrait donc d'une forme de « consanguinité ». Il faut en effet entre 500 et 600 individus maïs pour éviter la dégénérescence. Grâce aux variétés trouvées à l'étranger, la régénérescence et la sélection ont été possibles et de bons résultats ont été obtenus au niveau rendement avec une meilleure qualité gustative.

Le travail a d'abord été effectué en plateforme, devenue lieu d'observation des variétés reçues de partout. Puis la rencontre avec un programme sur 20 ans de recherche au Brésil sur des variétés population a fait germer l'idée de recherche participative réunissant des agriculteurs, des techniciens et des chercheurs et la création d'une maison de la semence (la première) en Périgord. Au Brésil, ces « maisons » très courantes sont gérées par les agriculteurs eux-mêmes.

Bertrand Lassaigne a bien précisé : « La maison de la semence est plus un concept qu'un lieu physique ». Ajoutant le slogan : « semences enfermées = semences déboussolées ». Pourquoi ? Parce que le temps de la plante n'est pas celui de l'humain. Pour la plante, une saison est une génération. Quelques années enfermées reviennent donc à des générations. Curieusement, la plante si « statique » évolue donc beaucoup plus vite que nous : d'où l'importance d'un renouvellement génétique constant qui ne peut pas avoir lieu à l'intérieur de lieux fermés mais seulement dans les champs. Le mieux donc, est que les semences soient chez les agriculteurs, dans leurs champs, et qu'il y ait plusieurs agriculteurs cultivant la même variété, par sécurité. Les « maisons de la semence » sont donc un concept pour protéger et échanger les semences même si Agrobio Périgord a créé la seule Maison de la semence en France localisée, où les semences sont rassemblées et visibles.

Il faut savoir, a-t-il précisé, qu'il y a deux types de travail liés à ce concept : le travail de culture des variétés obtenues et abouties dont la production est rentable, et par ailleurs le travail de culture des variétés non abouties –et donc non rentables- à conserver aussi chez les agriculteurs pour continuer les recherches.

Bertrand Lassaigne est quant à lui en autonomie à 95% en semences sur sa ferme où il produit du maïs, du soja et du tournesol. Pour lui le travail de l'artisan semencier s'apparente au travail de l'éleveur : chaque semence a ses caractéristiques propres adaptées à ses besoins. A partir de cette observation, il a pu engager un travail sur la résistance à la sécheresse sur le maïs. Fort de son expérience sur le maïs, il a réalisé des expériences avec le soja qui ne supporte pas trop d'eau : s'il pleut beaucoup après un arrosage, il développe le sclérotinia dans la semence. Bertrand Lassaigne a semé son soja sur une parcelle très sèche. Le soja n'a pas développé la maladie mais le rendement cette année là a été médiocre. Mais il a choisi de faire confiance à la plante et a insisté. Après huit années, il a obtenu un soja résistant à la maladie et qu'il n'a plus besoin d'irriguer pour un rendement (24/26 t/h) presque équivalent au soja irrigué (25/28 t/h).

En réponse à une question sur l'aspect législatif, Bertrand Lassaigne a répondu que la Maison de la semence du Périgord fonctionne sous forme de contrat passé entre le demandeur et la maison. Le demandeur s'engage à suivre le protocole défini et à rendre 3 fois la semence qu'il a reçu. Il peut en garder pour lui. Le fait de devenir adhérent fait que l'on est propriétaire collectivement des semences non commercialisées. Concernant la vente, seule la vente de semences sous la dénomination « semences » pose problème. Celui qui a vendu la semence est celui qui peut être inquiété. Jean-François Berthelot a ajouté que le CETAB est en train de réfléchir à l'élaboration de règles d'échanges.

Les questions relatives aux fruits n'ont pas été évoquées dans l'atelier mais un « groupe fruits » existe au sein du Réseau Semences Paysannes.

Par ailleurs, Thomas Levillain a communiqué la tenue du **Forum sur la Biodiversité à Marseille les 17 et 18 octobre 2009**, précédé de 2 jours de rencontre d'un programme européen de recherche entre chercheurs et paysans.

Les propositions issues de l'atelier se sont déclinées ainsi :

Pour la communication et la transmission :

- rendre visible ce qui concerne les semences. Communiquer et créer des outils techniques. Informer pour un public beaucoup plus large
- montrer les collections, rendre visible la biodiversité cultivée.
- mentionner sur le produit l'origine de la semence. Nommer la

variété, dire et écrire « issu de semence paysanne ».

- Créer une dynamique autour des Bourses d'échanges de semences comme premier pas vers la sensibilisation et l'information
- Mettre à disposition des fiches techniques sur la production des semences, faire une fiche technique sur les Maisons de la semence et l'organisation des bourses de semences
- Faire des formations sur comment produire ses semences
- Quelle formation- transmission aux jeunes paysans ? comment transmettre des savoir-faire agronomiques oubliés et ignorés du dispositif institutionnel de formation. Compagnonnage, stages, accords avec les Centres de formation ?
- Présenter la souveraineté alimentaire comme réponse à la crise économique avec pour enjeu l'autonomie des paysans
- Découvrir le travail d'expérimentation de l'Université Nomade (Toulouse) qui explore les moyens d'échanger avec le public et propose de s'intéresser aux semences paysannes

Pour les actions :

- Participer à la création de jardins partagés, municipaux ou associatifs. Voir mouvement "Semons la biodiversité"
- Développer les aides à la récolte, le travail collectif, les « coups de mains » dans les fermes, se rassembler, se rencontrer, se confronter physiquement avec les champs (équipe d'une dizaine de personnes pour la moisson chez Jean- François par ex, fêtes des cueilleurs...)
- Susciter la recherche sur les qualités nutritives, gustatives et sanitaires des variétés paysannes.
- Participer à la codification et au répertoire des échanges
- Sensibiliser et créer des systèmes de distribution (comme les AMAP).
- Des Maisons de la semence en zones urbaines où il n'y a plus de terres agricoles.
- Répertoire les réseaux de jardiniers qui produisent leurs semences
- Trouver et recenser les variétés cultivées par les jardiniers amateurs (collecte en mobilisant la société civile)
- Importance de la mise en réseaux paysans internationaux
- (Re)créer des communautés paysannes.

Des pistes à explorer :

- La mairie de Toulouse reconvertit ses jardins (et cantines ?) au bio : peuvent-ils cultiver des blés paysans (promotion) et les utiliser ?
- Demande de produire du millet en France pour ses qualités nutritives (parce qu'il est totalement importé)

LE CESE SOUTIEN LE LOBBY SEMENCIER

Dans un communiqué du 11 mars 2009, Christian Boisgontier et Laurent Cartier, représentants de la Confédération Paysanne au CESE, signalent que l'avis proposé par Mr Joseph Giroud, vice président des Chambres d'Agriculture a été adopté par le CESE: « Il demande que l'Assemblée Nationale examine en vue de son application rapide le projet de loi sur les obtentions végétales déjà adoptée par les sénateurs le 23 février 2006. Ce projet de loi fait de la semence de ferme, utilisée aujourd'hui par plus de la moitié des agriculteurs français, une « contrefaçon » de la propriété intellectuelle des semenciers : quelle que soit la variété utilisée par l'agriculteur, celui-ci est obligé de payer des royalties aux obtenteurs, même s'il a ressemé une variété non protégée, du domaine public ou qu'il a lui-même sélectionnée. Le projet de loi propose d'étendre à l'ensemble des espèces cultivées ce système déjà appliqué en blé tendre sous le non de Contribution Volontaire Obligatoire (CVO). En cas de non paiement des royalties, le projet de loi étend les droits de l'obteneur à la propriété de la récolte et des produits transformés qui en sont issus. Ceux-ci pourront alors pénétrer librement dans la propriété privée des agriculteurs pour faire valoir leurs « droits ». En définissant dorénavant la variété par ses caractères génétiques, le projet de loi que recommande le CESE permettra le fichage génétique de l'ensemble des plantes cultivées. Ce fichage est l'outil technique qui permet aux semenciers de retrouver dans les champs des paysans et les rayons des magasins les gènes qu'ils ont protégés : en cas de « contrefaçon », ils pourront confisquer les récoltes ou les produits. En étendant la protection accordée par un Certificat d'Obtention Végétal (COV) aux « variétés essentiellement dérivées » de la variété protégée, et grâce au fichage génétique, le projet de loi que recommande le CESE annule le seul avantage que le COV conservait sur le brevet en permettant d'utiliser librement une variété protégée pour en sélectionner une nouvelle. Contrairement à ce qu'affirme le rapporteur, ce projet de loi ne propose en aucun cas un système de protection qui s'oppose à l'appropriation des semences grâce au brevet, mais un système équivalent. De plus, et contrairement au brevet qui exige une information complète sur l'invention protégée, le COV permettra aux obtenteurs de commercialiser des plantes mutées par irradiation sans en informer les consommateurs. Les tournesols et les colzas ainsi sélectionnés par la recherche française pour résister aux herbicides pourront alors contaminer en toute légalité les plantes sauvages et les champs français.(..) »

On peut bien dénoncer les importations de soja OGM en Europe à destination de l'alimentation des animaux, avec raison. Néanmoins, si l'on n'est pas en mesure de proposer des alternatives, l'industrie a beau jeu de brandir la menace d'une carence d'approvisionnement en protéines.

Pour bien saisir la complexité, avant tout il faut avoir une connaissance de la réalité que recouvre le problème de l'autonomie en protéines d'un état membre ou de l'Europe. C'est-à-dire, par exemple, partir du constat qu'une majorité d'éleveurs en France sont à la fois entièrement dépendants des importations en protéines pour l'alimentation de leur cheptel et menacés de disparition si la situation n'évolue pas. En effet, le recours aux achats de tourteaux de soja importé à 95% devient plus et plus onéreux au fil des ans, tandis que les prix de vente de leur production stagnent ou baissent. En 2007, le revenu moyen de l'éleveur a chuté de 17% et le prix de l'alimentation du bétail a augmenté de 70%.

La problématique de l'autonomie en protéines est entièrement liée à plusieurs facteurs clé : **1.** La demande en viande dans nos pays riches, particulièrement en France, est disproportionnée par rapport à la capacité effective de la planète à fournir la terre et l'eau suffisantes pour nourrir plus de 6 milliards d'habitants. Cette demande justifie le recours à l'élevage hors sol industriel, un modèle de production qui -pour la volaille et les porcs et dans une moindre mesure pour les ruminants- repose entièrement ou presque sur des apports en protéines non produites à la ferme. La concentration croissante de l'habitat en zone urbaine renforce le recours à l'industrialisation de la production, puisqu'il n'y a plus ni poules ni cochons en ville. L'équilibre d'une consommation liée strictement à une capacité de production familiale a donc été rompu. **2.** Les diverses pressions des corporations de la profession ont abouti à favoriser l'attribution de subventions à certains secteurs au détriments d'autres: la prime à l'herbe par exemple souffert de politiques hostiles, défavorisant ainsi la création de pâturages ou de production en protéines au profit des céréalières. **3.** Les accords internationaux, notamment ceux de Blair House ont organisé un « partage du gâteau » sacrifiant des pans entiers de l'agriculture européenne, dont la filière de production de protéines, au profit des USA. Cet accord a rendu à dessein la production européenne de protéines complètement marginale. **4.** La mainmise des grands groupes de l'agroalimentaire sur l'agriculture à travers les accords de l'OMC, les brevets sur le vivant, etc... rend très difficile tout renversement de tendance. **5.** L'incompétence, la bureaucratie ou la mauvaise volonté des politiques accentuent le côté « parcours du combattant » de toute tentative visant à recréer une filière protéines en France.

Face à cela, plusieurs attitudes sont possibles, selon que l'on envisage une réduction progressive de la consommation de viande par habitant, ou que l'on cherche à maintenir cette consommation envers et contre tout. Il faut savoir que la recherche en autonomie garantit aujourd'hui certains choix tels que l'absence d'hormones ou d'OGM dans la viande (80% du soja importé est OGM). Si l'on ne souhaite pas réduire cette consommation, alors le modèle industriel doit être accepté comme un mal nécessaire, car il n'est simplement pas possible de produire assez de viande pour satisfaire les besoins actuels à partir d'un modèle familial de production. **Le choix d'une alimentation moins carnée est donc un élément clé de l'autonomie et ce choix ne dépend pas des agriculteurs, mais des consommateurs.**

Les élevages de porcs, de volailles et de poissons d'élevage sont les plus exposés puisque largement tributaires des importations de tourteaux de soja/maïs génétiquement modifié. Le surcoût imposé par le recours au soja OGM demeure un vaste problème car parvenir à faire baisser ces coûts sans léser le producteur est très difficile. Toutefois, ce n'est pas impossible et il s'agit donc d'une voie à développer.

Lors des Etats Généraux « OGM et Biodiversité-Résistances et Alternatives » du 18-19 avril 2009 à Toulouse, cette question complexe a été abordée en atelier. Il en est ressorti des réflexions et des propositions résumées et commentées ici. Gérard Léras, élu Verts et Conseiller régional de la région Rhône-Alpes, ancien éleveur laitier, a précisément exposé le travail mené à son instigation dans sa région pour parvenir à débloquent la situation. Cette initiative toujours en cours mérite attention et peut servir d'exemple, tant dans la façon dont elle a été menée que par le courage politique qu'elle incarne.

L'initiative en Rhône-Alpes

C'est au terme d'une bagarre de deux ans et demi au sein du Conseil régional, a expliqué Gérard Léras, qu'un groupe de travail sur l'autonomie en protéines a enfin pu voir le jour en 2007 et rendre sa délibération en janvier 2009. Le principe de ce groupe a été de réunir des représentants de la profession (entre 40 et 60 personnes) et un seul politique (lui-même), contrairement à ce qui se pratique habituellement, pour détermi-

ner des axes de travail et des visites (plus de 20) chez les éleveurs. Ces visites ont permis d'écouter les professionnels au plus près du terrain et de constater par exemple que le retour à l'herbe ne peut se réaliser du jour au lendemain: le changement climatique a en effet modifié la quantité de foin disponible localement, l'abondance des pluies ne permettant plus de réaliser autant de coupes saisonnières. La première conclusion des visites a été de décider qu'il n'est pas nécessaire de donner plus de subventions aux éleveurs mais d'aider les éleveurs à entrer dans une réflexion sur leur situation et sur les possibilités de changement. Donc la nécessité d'un diagnostic préalable débouchant sur des prévisions pour 3 ans est apparue et 22 diagnostics chez des volontaires ont été établis.

Cela a permis de déterminer comment la région pourrait aider chaque éleveur dans sa problématique spécifique. Cela a donné lieu à des **aides substantielles spécifiques** pour, par exemple, améliorer des clôtures, restaurer des pâtures, modifier des cultures (passer aux oléagineux), ressemer de la prairie, acheter des unités mobiles de traite permettant de laisser les vaches dans l'alpage, la création de séchoirs en grange pour améliorer la qualité du foin, ou bien encore l'aide aux CUMA pour l'amélioration des prairies.

Parallèlement, la **mise en place de politiques territoriales** a été menée notamment concernant le soutien pour l'accès au foncier ou le soutien à l'aménagement en faible énergie (séchage solaire, etc.). Une aide a aussi été fournie à la plus grosse coopérative pour l'achat de soja sans OGM dans une filière qui est encore à reconstruire, avec des contrats pérennisés avec l'Etat du Parana.

Il reste un an à Gérard Léras et les acteurs de ce groupe de travail, avant la prochaine mandature, pour finaliser leur projet de mise en route d'une dynamique d'autonomie alimentaire. On peut rendre hommage à ce courageux parcours au milieu de l'inertie et de l'inéptie politique trop souvent de mise.

L'autonomie exige une transformation profonde

Une alternative aux importations évoquée durant cet atelier a été la production par l'éleveur d'autres sources en protéines telles que **la culture en rotation de féveroles, pois, lupins, équilibrée avec du tournesol**, telle qu'elle se pratique en agriculture biologique, qui permet d'éviter le recours en soja nécessitant 2 ans de culture pour produire la quantité d'azote fournie en un an par la féverole. Le problème qui demeure étant l'absence d'aides à ce type de cultures qui ne favorise pas leur développement et l'approvisionnement des éleveurs qui n'ont pas la possibilité de cultiver. Là, on comprend l'intérêt de développer des réseaux pour sensibiliser la société civile et les politiques à ces problématiques.

Une autre voie alternative est aussi le **développement de la recherche participative**, les chercheurs construisant avec les paysans des programmes adaptés non pas aux besoins de la recherche ou de ses bailleurs mais aux besoins des paysans. Le programme Diverba a ainsi été évoqué qui travaille sur la valorisation des races de vaches qui valorisent le terroir mieux que d'autres. Ce programme mené par l'AVEM, l'association TRÉFLE, et Laurent Hazard de l'INRA de Toulouse, démontre qu'un partenariat entre la société civile et la recherche est non seulement possible mais permet de trouver des solutions à certains problèmes rencontrés par les paysans, tel celui de l'homogénéité génétique du cheptel disponible.

Enfin, la lutte elle-même contre les importations n'a pas été écartée, notamment pour la prise de conscience qu'elle génère de la problématique de l'autonomie en protéines. En partenariat avec la Confédération Paysanne de l'Hérault, les Semeurs de biodiversité 34, et d'autres associations, une **journée de sensibilisation est prévue dans la ville de Sète le 16 mai 2009.**

■ ■ ■ ■ ■

Salle Vaillard
Centre ville
à partir de
10h

le 16 mai
SETE (34)

Info:
www.confir.org

Des importations OGM à Sète...
du bateau jusqu'à votre assiette?



C'est la face cachée des OGM

Dans le district Khamman de l'Andra Pradesh en Inde, les cultivateurs de coton se sont enfermés dans une spirale depuis qu'ils ont commencé à utiliser des pesticides et beaucoup ont touché le fond de l'abîme avec la maladie, l'endettement, ou le suicide pour nombre d'entre eux. C'est le cercle vicieux des pesticides qui a conduit certains à s'orienter vers la culture de coton génétiquement modifié Bt, ajoutant au piège tragique des pesticides des réalités plus cruelles encore.

Mais dans le village de Punukula un renversement a été opéré, et des centaines de villages se sont lancés eux aussi dans l'initiative nommée **Non Pesticide Management (NPM)**. Gerry Marten raconte en détail cette renaissance dans un article ("*Non-Pesticide Management*" for *Escaping the Pesticide Trap in Andhra Pradesh, India*) paru dans la revue *The Ecologist* et sur le site www.ecotippingpoints.org. Comme souvent dans les expériences de « point de bascule écologique », l'initiative provient d'une personne et de sa rencontre opportune avec d'autres. Dans ce cas précis, K. Venu Madhay, fils de paysan, a vu son père s'enfoncer dans la spirale de l'endettement suite à l'utilisation d'insecticides et ses voisins dans le village souffrir d'empoisonnement. « *Le fait que son père fabriquait et distribuait des remèdes naturels l'a rendu réceptif à ce qu'il apprit plus tard au sujet des méthodes alternatives de contrôle des insectes ravageurs. Il travaillait sur un projet d'adduction d'eau pour une ONG locale nommée SECURE (Socio-Economic and Cultural Upliftment in Rural Environment) quand il a croisé le chemin d'une femme qui parvenait avec succès à contrôler les ravageurs du coton avec des alternatives aux pesticides chimiques.* », explique Marten qui s'est rendu sur place pour vérifier le « prodige ». Venu Madhay et d'autres membres de SECURE, avec le soutien du Centre for World Solidarity, se sont alors mis à parler du NPM aux paysans de Punukula, un village d'environ 900 habitants. Les paysans demeuraient néanmoins sceptiques. Mais Margam Mutthaiah, un ancien du village respecté et influent, décida d'essayer, motivé par le décès récent de son fils victime d'un empoisonnement avec un insecticide. Les résultats obtenus par Margam avec le NPM furent suffisamment bons pour convaincre vingt autres paysans d'essayer en 1999. SECURE implanta deux personnes en poste permanent dans le village pour 1. procurer du matériel audio-visuel et des démonstrations pratiques afin d'expliquer les méthodes de NPM aux paysans, 2. Assister les paysans dans leur champ sur la mise en œuvre, 3. Les engager dans un dialogue continu de « résolution participative des problèmes ».

Pour Marten, « **Les femmes ont joué un rôle clé dans le décollage du NPM.** Elles ont poussé leur mari à poursuivre le NPM et à l'appliquer correctement. Elles ont contribué de mille façons, par exemple en effectuant les préparations (chili, ail, graines de « neem tree »). » La récolte des vingt paysans fut aussi bonne que celle de ceux utilisant des insecticides et à moindre coût. En 2000, tous les cultivateurs de Punukula se servaient du NPM pour le coton et commencèrent à s'en servir pour leurs autres cultures aussi. Le NPM devint encore plus efficace lorsque tout le monde l'appliqua et les champs ne furent plus infestés. En 2004 le gouvernement local de Punukula déclara le village officiellement « Sans-Pesticide ».

Les paysans de Punukula commencèrent alors à développer le vermicompost avec une mixture de bouses de vache et de buffle, feuilles sèches, paille de riz, et à répandre ce compost dans leurs champs en lieu et place des engrais chimiques. Les terres amendées avec ce compost se révélèrent moins envahies par les insectes ravageurs que celles amendées avec des engrais chimiques. Les oiseaux et les insectes prédateurs des ravageurs sont revenus apportant une collaboration naturelle à l'effort de NPM et permettant de réduire l'intensité des activités de NPM. Le seul problème à surmonter a été celui de trouver suffisamment de matières pour la réalisation du vermicompostage, les vaches n'étant pas très nombreuses dans le village. « *Les paysans sont devenus des « scientifiques citoyens » et peuvent contrôler les populations d'insectes ravageurs dans leurs champs et ajuster leur utilisation des méthodes de NPM aux conditions changeantes.* » Les problèmes de santé dus aux pesticides ont par ailleurs complètement disparu. « *Les villageois ont affirmé qu'ils n'avaient pas réalisé combien les insecticides sapient leur énergie jusqu'à ce qu'ils découvrent à quel point ils se sentaient mieux après avoir arrêté de les utiliser. Avec l'aide de SECURE, les femmes ont accru leur utilisation de la médecine traditionnelle, et SECURE les encourage à transmettre leur connaissance de la médecine traditionnelle à leurs enfants.* »

Parallèlement, les rentrées d'argent des paysans ont substantiellement augmenté. Une ferme familiale qui utilise des insecticides chimiques a en effet besoin d'environ 100 jours de main d'œuvre pour une culture de coton, tandis qu'une famille qui utilise le NPM doit investir de 100 à 125 jours de main d'œuvre pour produire la même chose. Mais la réduction de l'investissement en argent cash est proportionnelle : en moyenne, le coût en insecticide chimique d'un acre de coton s'élève à 6000 ou 8000 roupies

piés, tandis que le NPM ne coûte presque rien, sinon plus de travail. Le coût des semences et des engrais chimiques s'élève à environ 4000 roupies l'acre. Le coût de location de la terre, quand le paysan n'en est pas propriétaire, est de 2000 roupies l'acre. Un paysan touche en moyenne 14000 roupies par acre de récolte de coton vendue. S'il ne possède pas sa terre et a recours aux pesticides et engrais chimiques, un paysan ne réalise qu'un bénéfice net de 1000 à 2000 roupies l'acre, tandis qu'un paysan qui a recours au NPM peut réaliser un bénéfice de 10000 roupies l'acre. Ce surplus permet d'améliorer les conditions d'habitat, agrandir les troupeaux, embaucher de la main d'œuvre. Le salaire journalier d'un travailleur agricole s'est élevé, passant de 25 à 30 roupies, et la plupart des villageois ne sont plus endettés. Les suicides ont cessé. Autre effet positif de cette augmentation des revenus : les surfaces non cultivées ont pu être louées au point que toutes les terres du village sont maintenant cultivées.

Des effets se sont aussi fait sentir socialement: « *La solidarité villageoise et la confiance pour s'engager dans de nouvelles entreprises se sont accrues. De même que le statut des femmes et les opportunités de nouvelles activités pour elles. Par exemple, les graines de « neem tree » sont devenues une source de revenu pour certaines femmes du village qui les collectent dans les environs et utilisent un équipement sommaire pour les moudre afin de les réduire en poudre. Elles vendent la poudre pour le NPM dans d'autres villages. Une tentative de pépinière de « neem tree » n'a toutefois pas abouti. Les villageois ne sont plus timides pour exiger une attention appropriée du gouvernement. Les premières années du projet NPM, les villageois s'adressaient à SECURE pour leurs problèmes, mais une fois qu'ils ont eu identifié et articulé leurs besoins, SECURE les a encouragés à adresser leurs requêtes au gouvernement. Les améliorations des infrastructures du village sont au premier plan de leurs projets pour l'avenir. A commencer par des installations pour produire de l'eau de boisson potable. L'éducation de leurs enfants fait aussi partie des priorités majeures, et maintenant ils ont de l'argent pour y parvenir.* »

Bien entendu, tout cela ne s'est pas réalisé d'un seul coup ni sans obstacles : les négociants qui servent aussi d'agents de prêts peuvent refuser un prêt à un paysan s'il n'achète pas ses pesticides. Mais les paysans qui pratiquent le NPM ont assez d'argent maintenant pour acheter leurs semences ailleurs. Ces négociants ont aussi riposté en achetant le coton NPM moins cher que le coton produit avec leurs pesticides, mais SECURE a pu arranger la vente de coton NPM à une agence gouvernementale au prix régulier. Les firmes qui vendent les pesticides ont aussi réagi en bloquant par exemple la visite de Punukula par le Ministre de l'Agriculture du gouvernement de l'Andra Pradesh, mais le ministère a finalement décidé d'ajouter le NPM à son programme d'extension agricole. SECURE assure maintenant la formation au NPM pour ce programme.

Venu Madhay, qui est devenu le directeur de SECURE, détaille la stratégie de base pour diffuser le NPM en ces termes: « **La pierre d'angle est une campagne intense d'information basée sur la communication de paysan à paysan et montrer des exemples réussis de NPM et ce que cela a entraîné.** Assurer une forme d'organisation de village qui puisse appliquer le NPM avec succès est aussi une priorité. SECURE aide les villages qui veulent s'engager dans la voie du NPM seulement s'ils acceptent d'interdire les dots, l'asservissement des enfants et la consommation d'alcool. Les opérations à l'échelle d'un village mettent l'accent sur: une formation complète aux méthodes du NPM; un soutien complet à l'extension agricole de façon à ce que les paysans puissent s'affranchir des négociants en tant que conseillers agricoles; la mise en place des compétences locales pour que les villageois puissent négocier effectivement avec le gouvernement et le système du marché. »

Le cercle vicieux, qui a donc démarré avec la culture de coton incluant les pesticides chimiques comme partie intégrante du paquet de production, induisant la disparition des insectes et des oiseaux participant au contrôle naturel des ravageurs, une utilisation toujours plus accrue des pesticides et donc, un endettement irréversible, a donc été inversé. Avec l'introduction du NPM, les oiseaux et les insectes sont revenus accomplir leur rôle de contrôle naturel. L'argent que chaque paysan devait auparavant investir dans les produits chimiques et les soins médicaux a pu être utilisé pour payer ses dettes et se libérer des « dealers » de pesticides.

Cet exemple montre que rien n'est irréversible dès que les gens s'emparent eux-mêmes des problèmes qu'ils doivent affronter et qu'une synergie de bonnes volontés se crée localement. On notera l'action décisive des femmes de ce district qui ont intuitivement compris d'emblée l'intérêt de la démarche du NPM et ont poussé à sa mise en œuvre.

Références: G.V. Ramanjaneyulu, Kavita Kuruganti, Zakir Hussain, and Venu Madhav. 2004. *No Pesticides, No Pests*. Centre for Sustainable Agriculture, Secunderabad, India.

Dans nos sociétés occidentales, l'eau est considérée comme un simple corps chimique: OH_2O . Pourtant, l'eau n'obéit pas aux lois ordinaires et son comportement ne cesse pas d'étonner les esprits observateurs. Pour Viktor Schauburger par exemple, un garde forestier autrichien du siècle dernier, l'eau se comporte comme un être vivant : elle est un être vivant. Ce qui faisait hausser les épaules de ses contemporains, pourrait bien être vérifié bientôt par la science officielle qui n'aura mis qu'un petit siècle à se décider à observer l'eau autrement que comme un corps chimique inerte.

Selon Alick Bartholomew, auteur de l'ouvrage « *Le génie de Viktor Schauburger* », Editions Courrier du Livre, on ne recense pas moins de 40 propriétés « anormales » de l'eau comparées aux autres composés liquides ou à base d'hydrogène, tel le fait qu'elle devrait être un gaz à des températures ordinaires. Ceci incite à penser que l'eau est conçue pour être le « metteur en scène » des processus complexes de la vie. L'eau a par exemple la propriété extraordinaire et unique, en raison de ses liaisons inhabituelles d'hydrogène, d'activer les protéines du corps par l'hydratation et, en raison de son puissant potentiel électrique, de mettre en ordre les électrons positifs et négatifs par l'ionisation, pour faciliter à la fois l'échange de protons et la formation des cellules. Dans un article nommé « *What is Living Water?* », Bartholomew reprend les idées de Schauburger sur la façon dont l'eau, si merveilleuse et indispensable, devrait être traitée : avec un immense respect pour ce qu'elle est et pour le travail stupéfiant qu'elle réalise au moindre niveau et dans tous les phénomènes de la vie. Tandis que l'homme moderne en fait une poubelle et que la science l'ignore superbement, Schauburger et quelques continuateurs de ses recherches, ont découvert un fait crucial: **la nature essentielle de l'eau est le mouvement**. Au repos, elle semble morte et, de fait, s'étiole. Mais sitôt en mouvement, et pour peu qu'on la laisse libre de ce mouvement, toute son énergie intrinsèque se déploie. En mouvement elle actualise pleinement son potentiel qui est d'apporter la vie. C'est dans le mouvement en spirales et vortex que l'eau réalise une étonnante alchimie lui permettant, entre autre, de se régénérer et d'éliminer par elle-même les polluants dans des proportions très étonnantes. Ces vortex constituent en quelque sorte le « système immunitaire » de l'eau. « *Le vortex introduit des structures ou des réseaux moléculaires plus complexes qu'on suppose capables de transmettre de l'énergie quantique plus « stimulée », et qui conduit les organismes pathogènes ou toxiques vers les bords de l'eau, là où ils sont immobilisés par l'oxygène chargée, pour être recyclés plus tard.* » écrit Bartholomew. L'eau qui est empêchée de se régénérer se dégrade, dégénère et attire à elle les organismes pathogènes. Les expériences sont probantes. L'ajout de chlore pour « remédier » à cet afflux bactérien ne fait qu'aggraver le problème. Schauburger a montré que plus l'eau est dévitalisée, plus elle devient « affamée » et, par conséquent, absorbe les oligo-éléments dont elle a besoin dans les organismes qu'elle traverse au lieu d'en apporter. L'osmose inversée, ajoute Bartholomew, pose un problème similaire en filtrant les oligo-éléments bénéfiques.

On réalise ainsi les dommages considérables que nous lui faisons subir en la canalisant de force dans des conduites rectilignes dans lesquelles elle perd sa capacité à se mouvoir selon ses besoins et donc à se régénérer. Schauburger a consacré sa vie à mettre au point des appareils et des dispositifs pour permettre à l'eau de circuler sans perdre cette capacité. Le documentaire « *Les Maîtres de l'eau* », disponible sur Dailymotion, montre quelques unes de ses réalisations, leur prolongement par des contemporains, et le développement d'une recherche autour de ses travaux dans un institut allemand.



Le PKS Institute est un centre de recherche et développement unique et peu connu et dont l'enseignement dispensé mérite d'être accessible au plus grand nombre afin que l'inspiration de Viktor Schauburger pour développer un environnement viable et durable puisse se concrétiser de façon bénéfique.

La mémoire de l'eau

Dans les villes, l'eau est recyclée jusqu'à 20 fois ! Pourtant si les métaux lourds et autres polluants ont été retirés physiquement, leur empreinte vibratoire demeure dans la mémoire de l'eau quel que soit le nombre de fois où elle est recyclée. Et de la même façon que l'eau peut transporter des énergies régénératrices, elle peut transporter des empreintes négatives ou destructrices sources de maladies.

La mémoire de l'eau fut révélée en 1988 au public par les travaux du professeur français Jacques Benveniste, lequel fut discrédité et mis au ban par ses pairs scientifiques. Pourtant, lors d'une conférence à Lugano le 27 octobre 2007, sur le thème « *Nano éléments de micro-organisme pathogènes* » le Pr Luc Montagnier (prix Nobel de médecine en 2008) a rendu hommage aux découvertes de Jacques Benveniste sur la mémoire de l'eau : « *Au début je ne l'ai pas suivi, mais il se trouve que mes travaux sur le SIDA m'ont conduit à me rapprocher de ses idées.* » Luc Montagnier confirme : « *L'eau a une structure très complexe. Les atomes s'échangent des signaux à distance comme on le fait avec nos téléphones portables.* » L'ADN, pour Luc Montagnier, est la base de la mémoire, une mémoire génétique qui a quelques milliards d'années. A partir d'une expérience, il propose l'idée selon laquelle l'information contenue dans l'ADN est transmise à la structure de l'eau éminemment complexe. L'expérience consiste à prendre du sang infecté par une bactérie de mycoplasme (*Mycoplasma pyrum*) et à le filtrer à travers des filtres à 20 nanomètres : il ne reste plus aucun mycoplasme, ni aucune partie de son ADN base de son information. Des tests (PCR et PCR Nested) confirment cette disparition. Le filtre ne contient presque plus que de l'eau. Cette eau est mélangée à une culture de lymphocytes sains, non infectés. Les mycoplasmes réapparaissent spontanément entre 8 et 21 jours après. Montagnier affirme que le filtra qui a contenu le mycoplasme émet des ondes magnétiques spécifiques de très basse fréquence (de 500 à 200 Hz) qui seraient le support de l'information. Le plus souvent on ne peut les détecter qu'en retirant le micro-organisme et si le liquide est dilué, sinon la concentration bloque l'émission du signal par saturation. Il faut parfois diluer jusqu'à dix puissance moins dix-huit pour obtenir le signal. On voit ici se confirmer la validation du principe de dilution de Hahneman.

Vidéo de la conférence de Luc Montagnier:

<http://www.lesmotsontunsens.com/luc-montagnier-vaccin-contre-le-sida-memoire-de-l-eau-jacques-benveniste-2744>

Pour Francis Beauvais, biologiste, ancien collaborateur de Jacques Benveniste, les expériences menées par Benveniste n'ont pas d'explication selon les lois de la physique classique, raison pour laquelle, elles n'ont jamais pu être validées par les scientifiques mécanistes. Le chercheur avance même qu'il faut renoncer à l'hypothèse de la « mémoire de l'eau » telle qu'envisagée par Jacques Benveniste, celle-ci ne permettant pas d'apporter la preuve que, structurellement, l'eau conserve l'information électromagnétique de la molécule selon les paradigmes scientifiques utilisés. Pour Beauvais, « *Le fait scientifique qui émerge de la "mémoire de l'eau" serait donc celui-ci : les expériences marchaient tant qu'on ne cherchait pas à les utiliser dans un dispositif qui aurait permis de transmettre une information* ». Son interprétation, qui corrobore les résultats de Benveniste, est la suivante: « *A l'échelle de l'infiniment petit, la matière n'est plus composée d'objets localisés avec précision, mais d'entités dont les propriétés sont régies par des lois de la probabilité. L'observateur fait cesser la superposition d'états tous probables. (...) L'observateur fige la particule en l'un de ses états probables. C'est ce rôle privilégié de l'observateur en physique quantique qui a conduit Francis Beauvais à recourir à cette dernière pour accepter de penser que les résultats concernant les expériences de Benveniste dépendent plutôt de « l'idée qu'on se fait de ce que devraient être les résultats de l'expérience ». Francis Beauvais évoque également la non-séparabilité ou non-localité, phénomène de la physique quantique qui a pour conséquence que deux particules corrélées (jumelles) ne forment plus qu'une seule entité, toute action sur l'une ayant un effet instantané sur l'autre, quelle que soit la distance qui les sépare.* »

Les découvertes de Benveniste ne pouvaient donc être « prouvées » selon les méthodes en vigueur dans la communauté scientifique mécaniste, mais elles n'en étaient pas moins sérieuses : elles ne seront simplement comprises et acceptées qu'en remettant en cause le caractère supposé universel de la démarche expérimentale classique qui postule l'indépendance entre l'observateur et son sujet d'étude. .

Si donc l'eau est capable de transporter l'information qu'elle a reçue, comme cherchait à le démontrer Benveniste, si elle possède une capacité innée à se régénérer et donc à agir à partir de cette information à travers le mouvement, comme le montrent les expériences en cours s'inspirant des travaux de Viktor Schauburger, alors la biologie actuelle doit être interrogée dans ses fondements.

L'eau, matrice de toute vie

En 1962 déjà, l'ouvrage remarquable de l'hydrodynamicien allemand Theodore Schwenk « *Le Chaos Sensible* » était publié en français par les Editions Triades. A travers de nombreux croquis et photos de l'ouvrage, on découvre que « *l'eau n'accomplit pas seulement des fonctions essentielles dans l'organisme de la terre, mais aussi dans le* (Suite, p)

monde animal et végétal : elle y sert d'intermédiaire à des forces qui sont génératrices de formes. » Cet exposé scientifique des faits vérifiables révèle au fil des pages la vie qui anime l'eau, son action impressionnante. Ainsi, la structure de nombreux os du corps humain dévoile le mouvement de l'eau dont ils sont issus à l'origine. De même, la structure intime de nombreux animaux terrestres ou aquatiques révèle ce même mouvement. Que signifie cela ?

Theodore Schwenk dit que « *l'eau fonctionne un peu comme un organe des sens : elle « perçoit » les chocs les plus infimes et réalise aussitôt, entre les deux antagonismes, un équilibre mobile rythmique (mouvement pendulaire).* » Si dans le domaine des corps solides, il n'y a jamais inter-pénétration puisque là où se trouve un corps il ne peut s'y trouver un autre corps, dans l'eau les mouvements et les rythmes peuvent s'interpénétrer. Le mouvement se trouve ainsi indépendant de l'espace. Et c'est cette caractéristique de l'eau qui en ferait l'élément primordial : « *l'élément liquide contient par avance les formes de mouvement dont les êtres se servent pour édifier leur corps* ». Nos corps ne sont donc pas seulement « composés d'eau » mais « formés » par son mouvement en interaction avec tout.

L'eau assure donc les échanges de substances, aussi bien dans le grand organisme terrestre que dans chaque être vivant, et a une parenté étroite avec le rythme, dans le temps comme dans l'espace, et les sensibilités des surfaces internes de l'eau font de celles-ci un subtil organe sensoriel de la terre vis-à-vis du cosmos. Elle représente ainsi l'archétype de tout être vivant doté d'un système d'échanges matériels, d'un système rythmique et d'un système neuro-sensoriel. Le parcours offert dans ce livre à travers la genèse des formes organiques invite à admettre l'existence d'un monde de forces cosmiques se servant de l'eau comme médium pour transmettre leurs impulsions formatrices au monde matériel. Schwenk affirme même que « *Les lois de la pensée sont celles-là même de l'eau qui renonce à sa forme propre, qui est prête à se modeler sur tout, à tout relier et à tout accueillir.(...) Comme l'eau, la pensée peut créer des formes, les rattacher entre elles, les mettre en communication; elle peut lier, mais aussi délier, analyser.* »

Le lecteur ne peut qu'être impressionné par l'évidence mise à jour ici et être finalement inspiré d'un profond respect pour l'eau, cet élément si mal connu.

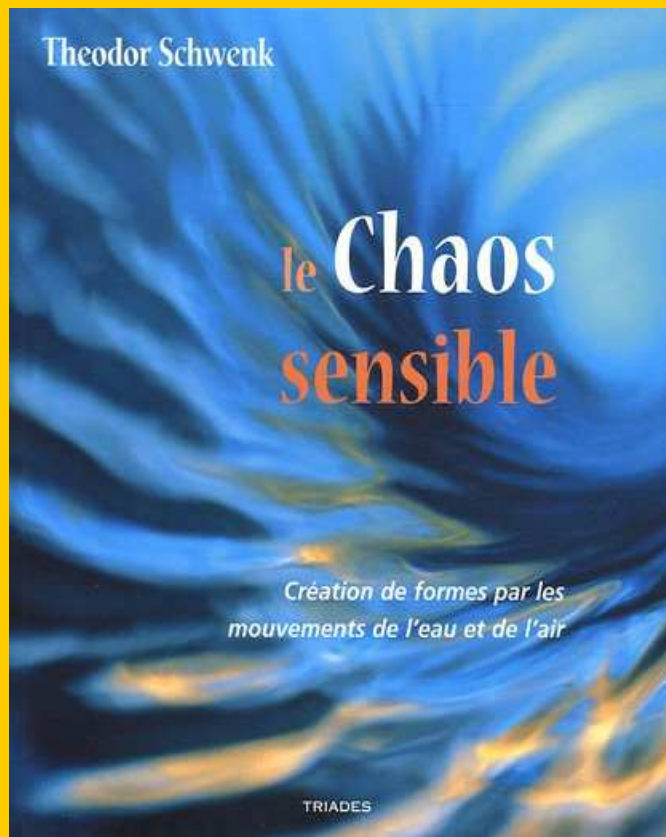
Remédier à l'incidence des pollutions chimiques et génétiques

Si l'on admet la capacité de l'eau à « sentir », « réagir à » ce qui la traverse, « transporter une mémoire », chercher à « se nourrir » afin de maintenir un équilibre, en somme si on lui reconnaît les qualités vivantes d'un être, alors on peut se demander ce que provoquent les pollutions chimiques issues des produits de synthèse et des médicaments de l'industrie ou les pollutions génétiques liées aux champs de cultures OGM. Jusqu'où celles-ci affectent-elles l'eau et, par conséquence, tout ce qui est lié à l'eau, c'est-à-dire tout ce qui est vivant ?

Plus l'eau est soumise au stress de ces pollutions, plus elle développe en réaction un « comportement » visant à rééquilibrer ce qui est déstabilisé en elle, tant qu'elle le peut. Car l'eau peut aussi « mourir » : des analyses ont montré qu'après trop de pollution et trop de recyclage l'eau pouvait ne manifester plus aucune réaction. Ceci est confirmé par les photos de cristallisation glacée de l'eau dans différents endroits du monde, de Masaru Emoto dans son ouvrage « *Le Message de l'Eau* » : l'eau de la ville de Tokorosawa au Japon photographiée en juin 1998 présentait une structure cristalline abominable. Cette photo a alors été rendue publique. Au fil des mois, la structure de l'eau s'est améliorée et la photo prise en février 1999 montre l'ébauche d'une structure cristalline harmonieuse. Pour Masaru Emoto et son équipe, il ne fait pas de doute que la prise de conscience des habitants de la ville a participé à la restauration d'une structure plus harmonieuse. Un lien de cause à effet que les scientifiques positivistes peuvent ignorer avec quelques ricanements mais qui, à la lumière des découvertes récentes sur la capacité des molécules de l'eau de se répondre à distance, doit nous interpeller.

Masaru Emoto ne s'est pas arrêté là puisqu'il a même entrepris des expériences sur l'eau avec le son, la musique et les mots ou en plaçant l'eau sur des photos diverses. Sans s'arrêter sur les interprétations hâtives qui peuvent être données de ces photos, on peut néanmoins faire le constat que l'eau réagit de façon sensible à ce qui lui est présenté.

Au moins ceci nous ouvre des perspectives que nous ne saurions éviter d'envisager. Nous pouvons restaurer concrètement la qualité de l'eau en ne la polluant pas et en incitant chacun à éviter de la polluer, mais nous pouvons aussi par notre activité consciente l'aider à se restaurer en lui apportant une énergie positive.



Chaîne tourbillonnaire.
Spirales qui se forment en rythme dans un fluide.
(d'après Schwenk)

Heureux les fêlés car ils laissent passer la lumière ...

Si vous n'avez jamais vu le film *Minority Report*, c'est le moment de passer une soirée devant l'écran afin de vous préparer psychologiquement à découvrir le monde que nous concoctent les chercheurs dans leurs labos.

Après avoir travaillé sur l'invisibilité, la 6D, des micro-batteries à base de virus ou encore un ordinateur capable de reproduire la réflexion humaine, les chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT) s'occupent de ce qu'ils appellent « le sixième sens », un sens humain que le MIT envisage irrémédiablement couplé à la technologie. Les chercheurs en sont au stade de l'application avec un appareil qui se porterait comme une montre. Selon l'AFP, il contient une caméra, un téléphone et un projecteur et aurait pour particularité de comprendre instantanément chacune des actions de son utilisateur. « Ainsi, si ce dernier trace du doigt un cercle, le projecteur affichera sur n'importe quelle surface une horloge. L'image projetée est digne d'un film de sciences fiction car chacun des éléments peut être géré par manipulation gestuelle. L'appareil serait aussi capable de reconnaître un produit particulier sur l'étagère d'un magasin, d'en afficher les informations et même de savoir s'il correspond à vos goûts personnels. Peut-être plus impressionnant, il suffirait de cadrer un paysage en dessinant un rectangle avec ses doigts pour prendre une photo!

Patty Maes, chercheur au MIT, explique : « *Hormis le fait que vous pourriez vous prendre pour Tom Cruise dans le film Minority Report, il s'agit réellement de vous connecter avec tout ce qui se trouve en face de vous, comme un sixième sens* ». Cet objet aurait été fabriqué à partir de composants standards vendus au grand public et son coût de production actuel reviendrait à 300 dollars.

Pour la projection des informations, M. Maes explique que : « *Vous pouvez utiliser n'importe quelle surface, y compris la paume de votre main s'il n'y a rien d'autre aux alentours afin d'interagir avec les données* ».

Le chercheur conclut : « *Pour l'instant il s'agit véritablement d'un concept. Peut-être que dans dix ans nous en aurons tiré un implant de sixième sens pour le cerveau humain* ».

<http://www.clubic.com/actualite-255996-mit-6-six-sen.html>

Forcément, tout cela va fasciner et éloigner toujours davantage l'être humain du potentiel inné qu'il possède déjà et dont il ignore à peu près tout. Cela va également poser des problèmes sociaux et environnementaux et éthiques: toute cette technologie sera accessible aux populations des pays riches, renforcera les capacités de contrôle et de surveillance des populations au profit d'une élite, accentuera la consommation des énergies fossiles nécessaires à la fabrication des appareils; par ailleurs ces nanotechnologies sont utilisées sans qu'aucune évaluation de leur toxicité potentielle n'ait été entreprise.

Des batteries à base de virus GM

La combinaison des biotechnologies et des nanotechnologies, par exemple dans les batteries miniaturisées, revêt un caractère proprement cauchemardesque quant aux conséquences possibles. Des chercheurs du MIT (Massachusetts Institute of Technology) ont en effet démontré qu'il était possible **d'utiliser des virus génétiquement modifiés pour fabriquer des batteries** 3 fois plus performantes, moins lourdes et que les batteries classiques et prétendent que celles-ci seraient « plus écologiques » puisqu'elles n'incluent plus de composés chimiques toxiques. « *Les nouvelles batteries à base de virus ont la même capacité de production d'énergie et le même niveau de performance que les batteries Lithium-Ion utilisées dans les voitures hybrides. Elles pourraient également servir à alimenter des appareils électroniques grand public* » a indiqué Angela Belcher, la responsable du projet.

Dans les batteries Lithium-Ion, les ions circulent entre une anode (-) généralement en graphite, et la cathode (+) fait d'oxyde de cobalt ou de phosphate de fer. L'équipe a constaté que l'intégration de nanotubes de carbone augmentait la conductivité de la cathode, sans ajouter trop de poids à la batterie. Les virus génétiquement modifiés sont attirés par les molécules de carbone et vont s'assembler pour créer des nanofils qui augmenteront au final la densité énergétique. Le processus de synthèse a eu lieu au-dessous de la température ambiante et (il)

n'aura nécessité aucun solvant organique, ni encore moins de matériaux toxiques.

Des tests en laboratoire ont montré que la pile munie de ce nouveau matériau cathodique pouvait être chargée et déchargée au moins 100 fois sans perdre en capacité. » <http://www.infos-du-net.com/actualite/6699-virus-batterie-mit.html>

Ces virus, dont la nature n'est pas précisée, s'agglutinent à l'aide de molécules d'oxyde de cobalt et de particules d'or, jusqu'à former un fil de 6 nanomètres d'épaisseur, soit six milliardièmes de mètre, et une longueur de 880 nanomètres, qui peut servir d'électrode pour une batterie. Le principe est basé sur l'altération de l'ADN et le clonage.

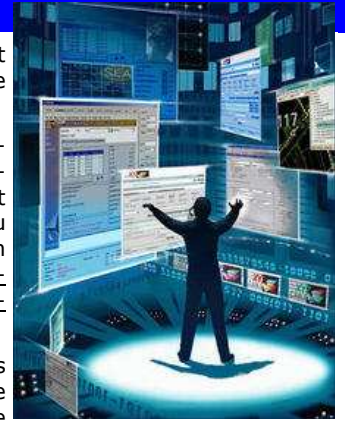
Quid des virus GM lâchés dans la nature une fois la batterie endommagée ou hors d'usage ? « Ecolos » les virus ? Cette fois, il s'agit bien d'un « tigre » non seulement dans le moteur, mais lâché dans la nature...

L'homme-machine

Devenir Tom Cruise dans *Minority Report*, voilà tout le rêve que l'on s'apprête à nous vendre, au prix des applications du génie génétique, des nanotechnologies, de l'intelligence artificielle et de la robotique. Le pouvoir extraordinaire que ces applications vont conférer à l'être humain sera tellement attractif qu'il n'y aura aucune objection à leur suite logique que sont les implants directs dans le cerveau. Nous sommes donc bien entrés dans la phase de transformation de l'être humain en homme-machine, une transformation qui touchera ceux qui peuvent s'offrir la technologie et qui, par conséquent, nous promet rapidement un monde à deux vitesses : les super-humains dotés de fonctionnalités leur conférant un pouvoir surhumain et... les autres. De là à imaginer que cette dernière catégorie devra se soumettre aux bons vouloirs de la première, le pas peut être si aisément franchi qu'on ne saurait éviter d'y penser.

A moins que... à moins que l'être humain ne s'éveille de sa torpeur et décide que sa destinée lui appartient et ne peut être dictée par la seule techno-science et les eugénistes de tout poil et qu'il commence à considérer la réalité dans laquelle nous sommes embarqués autrement qu'à travers le prisme de ses petites préoccupations égocentriques. S'il cesse de s'en remettre systématiquement à des élus sur toutes les questions concernant les véritables choix de société, l'homme a peut être une chance de ne pas se trouver embringué dans un monde qui le dépasse et le possède totalement. Mais pour cela, il a besoin d'ouvrir les yeux et de s'engager pour faire changer les orientations qui sont déjà en train de modeler son futur dans une direction qui ne répond pas à ses besoins réels.

Les cultures OGM n'étaient qu'un avant goût de ce qui se préparerait. La lutte contre cette décision de quelques uns prise au nom de tous et à leur insu a montré qu'elle est fructueuse, non seulement parce qu'elle a fortement limité ces cultures en Europe mais parce qu'elle a fait prendre conscience de vers quoi nous nous dirigeons : vers une dictature scientiste, érigée en religion, avec son fanatisme et sa répression des « hérétiques »,... avec pour ultime objectif de transformer irrémédiablement l'humain. Le culte de la performance par ailleurs ne veut ignorer aucun repli de notre corps et de son cerveau qui sont ainsi voués à être « améliorés » constamment par la technologie. Et cela correspond à l'ouverture et au maintien d'un marché infini. Tout tend donc à présenter cette perspective comme fortement désirable aux dépens d'orientations différentes, de celles qui s'intéressent davantage à l'exploration des capacités humaines existantes, au respect de toutes les formes de vie et au développement d'une recherche et de technologies en accord avec les aspirations profondes des populations. Loin d'un repli passéiste, ces aspirations sont le seul avenir viable et durable car elles tiennent compte non pas de tous les possibles mais seulement de ceux qui sont en accord avec la vie dans son ensemble, c'est-à-dire celles qui sont précisément issues de ce qui est humain en nous.



Pulvériser des engrais riches en azote sur les plantes fait plus que simplement les faire devenir plus grosses ; cela modèle aussi la composition chimique de leurs génomes et leurs protéomes, selon une étude publiée en ligne le 2 mars 2009 dans le journal *Molecular Biology and Evolution*, sous le titre « *Fertilizers shape plants genomes* ».

« Ceci nous dit à quel point les modifications dans l'environnement peuvent avoir un grand effet sur une espèce et son génome, et à quel point cela peut survenir rapidement. », a fait remarquer Sudhir Kumar, un biologiste évolutionnaire de l'Institut Biodesign de l'Université d'Etat d'Arizona à Tempe qui a mené l'étude.

Le nitrogène (azote) est une ressource peu abondante dans la nature. Aussi Kumar et sa post-doctorante Claudia Acquisti ont entrepris de tester les plantes de façon à savoir si elles conservent l'élément essentiel en optant pour l'utilisation d'acides nucléiques pauvres en nitrogène, telle que la thymine, qui contient seulement deux atomes de nitrogène, contrairement à la guanine avec ses cinq énormes atomes N. »

Kumar et Acquisti ont analysé le génome de l'Arabidopsis et trouvé que 95% du génome transcrit avait un contenu en nitrogène plus bas que la moyenne. « Les chercheurs ont alors comparé les génomes de l'Arabidopsis, une herbe sauvage, et du riz domestique (*Oryza sativa*), la plus grande culture mondiale, et ont montré que le génome du riz avait, de façon significative, plus d'acides nucléiques riches en nitrogène, bien que toujours moins que les animaux. Les chercheurs ont aussi inspecté les protéomes de sept autres espèces de plantes et ont trouvé que les espèces domestiques, de même que les plantes hébergeant des bactéries fixant le nitrogène, utilisaient plus d'acides aminés riches en nitrogène. Parce que le nitrogène n'est plus une ressource limitante quand les humains introduisent des engrais dans le sol, « il y a une libération de la pression sélective pour la conservation du nitrogène » dans les plantes cultivées, a dit Acquisti à la revue *The Scientist*.

Les chercheurs savent depuis des siècles qu'une forte sélection « conduit à des changements énormes dans les phénotypes » a fait remarquer Kumar. Et maintenant, il devient apparent que « cela peut mener à d'énormes changements dans l'ensemble du génome.

« Si cela est vrai, alors c'est vraiment intéressant car cela relie quelque chose d'aussi fondamental que la structure du génome au régime alimentaire. » a commenté Michael Purugganan, un chercheur du génome des plantes à l'Université de New York qui a aussi été impliqué dans cette étude. Il a fait remarquer, toutefois, qu'il « aurait aimé voir plus de comparaisons » - par exemple, entre les espèces de riz sauvage et de riz cultivé. Cela confirmerait si le contenu en nitrogène du génome du riz a en effet changé au cours des moins de 20 000 générations de domestication, ou si le riz diffère de l'Arabidopsis pour d'autres raisons. Purugganan et les autres chercheurs travaillent actuellement à séquencer et annoter les parties du génome du riz sauvage, de façon à « pouvoir dans moins d'un an faire une comparaison », a-t-il ajouté.

Purugganan était aussi « intrigué » par le fait que Acquisti et Kumar aient pu être découverts une raison pour laquelle les introns des plantes sont beaucoup plus riches en AT que les introns animaux. Cette différence « est connue depuis 20 ans, mais personne n'a eu d'explication » a dit Purugganan. « (Le résultat) va alimenter beaucoup de débats pour savoir si c'est réel ou non, et ouvrir vraiment la voie pour plus de comparaisons », a-t-il ajouté. »

Il n'y a pas OGM en France ? et pourtant ils sont bien là ! Des tournesols mutés tolérants à des herbicides..

Pour le faire savoir,
pour ouvrir le débat public

**Tous au CETIOM
Plateforme de Bollène-Barjac (84)**

**Mercredi 20 mai 2009
à 14 h**

Des tournesols mutés dans nos champs : des OGM qui ne disent pas leur nom...

Les plantes obtenues par mutagenèse « incitée » sont des OGM, selon la définition de la directive européenne 2001/18, et génèrent les mêmes risques de dommages intentionnels ou non intentionnels sur la santé et l'environnement que les plantes obtenues par transgénèse. Elles ont pourtant été exclues de son champ d'application.

Pourquoi ?

Parce que cela permet aux firmes de faire la même chose qu'avec les OGM issus de la transgénèse, breveter le vivant, mais sans avoir à supporter la longueur des évaluations sur la santé et l'environnement, des procédures de demande d'autorisation d'essais, et les risques de refus par l'opinion européenne.

Cette tentative de contourner l'opposition massive aux OGM en France et en Europe ne doit pas demeurer dans l'ombre : faisons la connaître et participons à la protection des semences, des droits des paysans, de la santé et de l'environnement.

Exigeons la réintégration des plantes mutées dans le champ d'application de la législation sur les OGM.

De plus sur le plan agronomique, là où des plantes résistantes aux herbicides sont utilisées, comme c'est le cas depuis plus de 10 ans sur le continent américain, il devient de plus en plus difficile de contrôler les "mauvaises herbes" devenues tolérantes à ces herbicides. Les doses d'herbicides utilisées ne cessent d'augmenter, entraînant un désastre écologique mais aussi économique, certains agriculteurs, abandonnant des terres devenues impropres à toute culture. La contamination des plantes sauvages constitue aussi une atteinte inacceptable à la biodiversité.

En France, des tournesols résistants aux herbicides sont déjà cultivés, sans que personne ne sache où[1]. Ils peuvent pourtant contaminer les cultures conventionnelles, bio et l'environnement, puis se retrouver dans nos assiettes.

Exigeons l'interdiction des cultures de plantes résistantes aux herbicides

Le 20 mai à 14 h, le CETIOM[2] organise, au Silo de la Zone Industrielle de la Croisière à Bollène (84)[3], une démonstration de cultures de tournesols mutés résistants aux herbicides.

Nous appelons tous les citoyens à venir

- demander à ses responsables pourquoi ils cultivent ces OGM
- informer les agriculteurs présents.

[1] Bientôt, des colzas résistants à un herbicide, également issus de mutagenèse, en cours d'homologation, pourraient être inscrits au Catalogue des Semences

[2] Centre Technique Interprofessionnel des Oléagineux Métropolitains.

[3] Sortie de l'autoroute de Bollène prendre direction pont St Esprit le silo est à environ 4 km sur la gauche

**A l'appel de la Confédération paysanne; Attac;
Amis de la terre; Nature et Progrès; Collectifs
locaux anti-OGM 84; MDRGF, etc...**

Tous au CETIOM ...►

2009 SANS OGM

Adresses utiles

Les collectifs locaux : Pour les trouver, tapez les mots-clé sur Internet.

Monde Solidaire

Site : www.mondesolidaire.org

Réseau Semences Paysannes

Cazalens 81 600 BRENS- Tel: 05 63 41 72 86
courriel: contact@semencespaysannes.org
Site: www.semencespaysannes.org

Nature et Progrès

Fédération Internationale de l'Agriculture Biologique
16, rue Carnot—30100 ALES
np@natureetprogres.org
Tel : 04 66 91 21 94
Site: www.natureetprogres.org

Mouvement pour le Droit et le Respect des Générations Futures (MDRGF)

Site: www.mdrgf.org

Retrouvez les numéros précédents du bulletin sur:

www.monde-solidaire.org,
<http://.atos.ouvaton.org> (rubrique Agri-cultures)

Riz OGM LL62 de Bayer: L'UE veut en autoriser l'importation

Greenpeace dénonce le projet de la Commission européenne d'autoriser l'importation du riz LL62 de Bayer en Europe.

Ce riz génétiquement modifié, conçu pour résister aux traitements à base de glufosinate, un herbicide très toxique, n'est pour l'instant cultivé nulle part dans le monde. Les Etats-Unis en ont autorisé la culture, mais les riziculteurs états-uniens échaudés par les contaminations par le LL601 de Bayer ne s'y sont pas mis. L'ouverture du marché européen pourrait constituer une incitation et changer la donne.

L'utilisation du glufosinate sera interdite dès 2017 dans l'Union Européenne en raison de ses effets sur la reproduction. L'UE ne semble donc pas à une contradiction près quand il s'agit de satisfaire les exigences des lobbies !

La pétition de Greenpeace est en ligne:

<http://www.greenpeace.fr/ogmjenvieuxpas/riz.php>

« Nous constatons qu'il y a plus de joie dans nos amitiés et nos "associations de malfaiteurs" que dans vos bureaux et vos tribunaux.. »

(extrait de la lettre des « 9 de Tarnac » parue le 16 mars 2009 dans Le Monde)

A QUOI PEUT SERVIR UNE « PANDEMIE » ?

Celle de la grippe dite « H1N1 » sert de toute évidence plusieurs intérêts qui convergent:

- ceux de l'industrie de l'agroalimentaire qui peut s'en servir pour éradiquer les petits élevages (comme en Egypte, avec la décision rapportée d'abattre 250 000 porcs appartenant aux petits élevages familiaux)

-ceux de l'industrie pharmaceutique et de ses actionnaires, tel Donald Rumsfeld qui détient un portefeuille sur le Tamiflu, qui vont faire fortune sur la vente de vaccins et autres traitements dont on peut légitimement questionner l'innocuité vu l'empressement avec lesquels ils sont à la fois prévus depuis longtemps et commercialisés...

- ceux des gouvernements qui peuvent se servir des pandémies comme prétexte à la réduction des libertés : dans un contexte de révolte sociale, c'est un moyen très pratique d'instaurer des « états d'urgence » -lesquels permettent la restriction des libertés- sans avoir l'air de réprimer le mouvement social

- ceux des eugénistes (qui ne sont pas en voie de disparition, au contraire) qui voient dans la vaccination à l'aide de vaccins génétiquement modifiés un moyen discret d'éradiquer des populations pauvres décidément trop encombrantes : on serait bien mieux entre riches moins nombreux.

Finalement, c'est drôlement consensuel une pandémie !